

CRISE SANITAIRE, EMPLOI ET LICENCIEMENTS, ÉDUCATION...



Dossier

**Retour sur trois cycles
d'ateliers de l'Université
d'été du NPA 2021**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Blanquer, si tu savais,
tes bons d'achat où on
s'les met... Page 2

PREMIER PLAN

Pandémie. Contre le pass
sanitaire, en défense de
la vaccination! Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Solidarité avec les peuples
d'Afghanistan! Accueil inconditionnel
de touTEs les réfugiéEs! Page 5

LIBRE EXPRESSION

#Poutou2022. «On n'a pas reçu le
carton d'invitation, mais on sera là!»
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Blanquer, si tu savais, tes bons d'achat où on s'les met...

« On sait bien qu'il y a parfois des achats d'écrans plats plus importants au mois de septembre qu'à d'autres moments. » Décidément, Jean-Michel Blanquer n'en rate pas une. Questionné dimanche 29 août sur la proposition, venue d'une députée Modem, de verser l'allocation de rentrée scolaire sous forme de bons d'achat, le ministre de l'Éducation a affirmé qu'il s'agissait d'une « idée intéressante » et a ressorti les écrans plats de leurs cartons. Une fois de plus, Blanquer n'innove pas, puisqu'il reprend à son compte l'idée, au moins aussi vieille que le capitalisme, selon laquelle les pauvres gèreraient mal leur argent et, pire encore, détourneraient les mécanismes de solidarité et d'aides de leur fonction officielle. Un discours réactionnaire bien connu, qui nous est régulièrement resservi à l'occasion de la rentrée scolaire ou au mois de décembre lors des versements des « primes de Noël » aux bénéficiaires des minima sociaux, accusés de les dépenser au PMU plutôt que d'offrir des cadeaux à leurs enfants. Mais là où Blanquer franchit un cap dans le cynisme et le mépris, c'est qu'il s'exprime en tant que ministre d'un gouvernement qui n'a eu de cesse de faire la chasse aux pauvres, de raboter les allocations diverses (à commencer par l'APL), et qui entend mener à bien une désastreuse réforme de l'assurance chômage dont les conséquences sociales vont être tragiques. Un gouvernement qui, dans le même temps, a multiplié les cadeaux fiscaux aux plus riches et, à l'occasion de la crise du covid, ouvert grand les robinets et versé des dizaines de milliards d'euros aux entreprises, y compris et notamment les plus riches, sans exiger aucune contrepartie. Il ne s'agit évidemment pas pour Blanquer et Cie de faire des économies, mais bien de jeter une fois de plus la suspicion sur les plus pauvres, au nom d'une idéologie ultralibérale dans laquelle l'individu serait l'unique responsable d'une situation personnelle de pauvreté, et non un système structurellement générateur d'inégalités. Au-delà, il s'agit de renforcer l'idée selon laquelle les plus pauvres devraient être strictement contrôlés et voir leurs libertés, y compris celle de gérer au mieux leur maigre budget, toujours plus rognées. Cette nouvelle provocation donne, à sa façon, le ton de la rentrée. Et si nous ne sommes pas surpris tant le mépris social est une des marques de fabrique de la macronie, Blanquer nous renforce dans nos convictions : il va falloir, touTEs ensemble, que nous nous débarrassions de ces malfaisants, et nous n'attendrons pas 2022 pour nous faire entendre !

BIEN DIT

En France, près d'un million de personnes consomment quotidiennement du cannabis, quatre millions si l'on englobe les occasionnels. À cette demande répond une offre qui, prohibition oblige, s'effectue uniquement sur le marché illégal. L'interdiction en fait un produit rémunérateur, aux circuits de commercialisation disputés. Alors, les armes crachent et les larmes coulent.

MICHEL HENRY (journaliste indépendant), liberation.fr, 19 août 2021.

CRISE SANITAIRE, EMPLOI ET LICENCIEMENTS, ÉDUCATION...

En cette rentrée, touTEs mobiliséEs !

Après une « coupure » estivale qui n'en a pas vraiment été une, cette rentrée est sous tension : contestation dans la rue de l'autoritarisme du pouvoir et de son pass sanitaire, politique de santé publique toujours inconséquente, offensives multiples contre notre camp social... Allons-nous les laisser passer sans réagir ?

Oui à la vaccination, non à la répression !

Depuis les annonces de Macron le 12 juillet, pas une semaine ne s'est écoulée sans que, chaque samedi, des dizaines de milliers de manifestantEs fassent entendre leur mécontentement. Même si on y trouve de tout (et pour tout dire quelquefois du n'importe quoi), touTEs ont en commun leur rejet du pass sanitaire, une mesure de contrôle social et de répression devenue obligatoire pour près de deux millions de salariéEs depuis ce lundi 29 août sous peine de mise en congé obligatoire sans salaire ! Le pass sanitaire, que nous combattons, est non seulement une mesure autoritaire et antisociale, mais de plus il ne règle rien du strict point de vue des nécessités sanitaires de l'heure. Alors que le variant Delta semble ici marquer le pas mais explose par exemple de façon dramatique aux Antilles, c'est bien d'une vaste campagne d'accès universel à la vaccination dont nous aurions besoin, seule possibilité effective pour réduire les risques toujours mortels pour les plus fragiles. Et c'est bien parce que le gouvernement veut contraindre à défaut de convaincre que nous nous opposons à cette mesure, tout en combattant aussi les « anti-vax », complottistes ou fachos qui veulent surfer sur la colère anti-pass en y diffusant leurs discours réactionnaires, anti-sciences, racistes, antisémites.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Dehors Blanquer !

Dans un tel contexte sanitaire, c'est peu dire que cette rentrée scolaire est lourde de dangers, alors que l'on sait que le taux d'incidence chez les 0-19 ans est aujourd'hui cinq fois supérieur à celui de la rentrée précédente, et que les établissements scolaires sont des lieux particulièrement propices à la circulation du virus. Sur fond de suppressions de classes dans les écoles et de suppressions

de près de 2000 postes dans le second degré, le désastreux ministre de l'Éducation, qui n'a décidément pas volé sa réputation de boussole qui indique le sud, ne fait aucun effort financier pour équiper les salles de classe en capteurs de CO₂ ou purificateurs d'air, ni bien entendu pour développer les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre des principales mesures contre le Covid-19 (petits groupes dans

À la Une

les salles, centres de vaccination à proximité des établissements, etc.). Tout au plus nous proposons un énième protocole qui aura de lourdes conséquences sur la scolarisation des collégienEs et lycéenEs pas encore vaccinés... Autant dire qu'au-delà de la nécessaire défense d'un « plan d'urgence » pour l'éducation, il existe maintes raisons pour les personnels d'être en grève, à l'appel des organisations syndicales du secteur, jeudi 23 septembre.

Urgences sanitaires, sociales et démocratiques : manifestons !

Ces prochaines semaines, sauf à laisser le terrain à des politiques confuses, voire à nos ennemis, syndicats, associations et forces politiques doivent construire une mobilisation de rue articulant une véritable politique de santé publique, ce qui passe par donner tous les moyens possibles à la vaccination, avec le refus de toutes les mesures liberticides et antisociales dont fait partie le pass sanitaire.

À l'appel d'une large intersyndicale, la journée de grève interprofessionnelle du mardi 5 octobre « pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études » doit être une première étape qui permette au monde du travail et à la jeunesse d'affirmer ses revendications.

Cette rentrée marque aussi le début d'une longue séquence qui nous conduira jusqu'à l'élection présidentielle : un président carbonisé mais qui, toujours à l'offensive, veut rester le meilleur représentant de ses amis capitalistes, face à une extrême droite et une droite extrême qui prétendent lui disputer le pouvoir, surfant de façon démagogique sur toutes les oppositions et cimentant leur électorat sur le racisme et les idées les plus réactionnaires.

Notre camp social doit exprimer la nécessité de s'affronter à ce système, de prendre ses affaires en main en s'organisant. De la rue aux urnes, c'est ce à quoi nous voulons contribuer à porter, modestement mais fermement, avec la candidature de Philippe Poutou.

PANDÉMIE Contre le pass sanitaire, en défense de la vaccination !

Nous refusons le pass sanitaire, au nom des libertés, contre le capitalisme de surveillance, les menaces sur les emplois des soignantEs. Mais nous le refusons aussi car il est incapable de construire l'adhésion à la vaccination anti-covid, nécessaire pour d'aller vers celles et ceux qui doutent, sont éloignés des centres de vaccination.

Défendre la vaccination en luttant contre le pass, c'est défendre la protection des plus fragiles, à la santé dégradée par la malbouffe, le surpoids, les métiers les plus exposés, les logements les plus exigus. 17% des travailleurEs manuels ne veulent pas du vaccin, contre seulement 8% des cadres sup. Réaction populaire contre les mensonges du capital, les scandales de Big Pharma, la défiance vaccinale tue,

en Martinique et dans les banlieues populaires !

Oui, le vaccin protège largement

Nous défendons certes la liberté individuelle de dire non à la vaccination. Mais nous construisons surtout la liberté collective retrouvée grâce à l'accès universel à la vaccination, rendu possible par la fin des brevets, les transferts de technologies, les réquisitions, la gratuité de ces biens communs.

Une vaccination universelle qui doit se conjuguer avec le maintien pour touTEs des gestes barrières. La vaccination prévient 98% de la mortalité, 90% des hospitalisations. Ce ne sont pas les chiffres des capitalistes de la pharmacie, mais du système de santé public britannique qui a suivi 500 000 Écossais vaccinés, 500 000 non vaccinés, et nous dit qui rentre à l'hôpital, en réanimation, qui meurt. Je me protège, mais je protège aussi les autres.

Selon l'étude Pasteur, les vaccinés transmettent 12 fois moins que les non vaccinés, 10 fois moins dans l'étude Colorado ! Car même face au delta, ils évitent encore de se contaminer à 42% (Pfizer) ou 76% (Moderna), et diminuent ainsi la transmission. Seuls les vaccinés contaminés et symptomatiques – peu nombreux donc – ont, au début de l'infection, une charge virale identique aux non-vaccinés, mais qui diminue plus rapidement, selon les chiffres du CDC. Les effets secondaires ? Le suivi de 29 millions de personnes par le service public de santé britannique montre 200 fois plus de risques de thrombose après infection covid qu'après vaccination !

Une urgence sanitaire

Limiter la vaccination aux plus âgés, aux porteurs de pathologies lourdes, ou hésiter à défendre les vaccins biens communs face aux anti-vax, aux réacs de réinfectoid, c'est laisser se multiplier

Un monde à changer

IL Y A 50 ANS, GEORGE JACKSON ÉTAIT TUÉ

Ils l'ont envoyé en prison

Pour un vol à soixante-dix dollars

Fermé la porte derrière lui

Et ils ont jeté la clé

Seigneur, Seigneur, ils ont abattu George Jackson

(...)

Il ne se prosternerait pas ni ne s'agenouillerait

Les autorités le détestaient

(...)

Les gardiens de prison l'ont maudit

Comme ils le regardaient d'en haut

Mais ils avaient peur de son pouvoir

Ils avaient peur de son amour.

En 1971, Bob Dylan écrivit une chanson qui

retrace le meurtre du militant afro-américain

George Jackson, tué par des gardiens de la

prison de Saint-Quentin lors d'une tentative

d'évasion controversée le 21 août.

Après une jeunesse agitée, George Jackson,

pour avoir conduit la voiture pendant le

braquage d'une station-service, avait été

condamné à l'âge de 18 ans à une peine de prison d'au moins un an mais de durée indéfinie et laissée à l'appréciation d'une commission (ce système a depuis été condamné par l'ONU et supprimé aux États-Unis). Emprisonné à la prison d'État de Saint-Quentin en 1966, il se politise et fonde la «Black Guerrilla Family», un groupe se réclamant du marxisme qui vise à combattre le racisme et maintenir la dignité des Afro-américains en prison et vise renverser le gouvernement des États-Unis. Il développe des relations avec les Black Panthers. En 1969, il est transféré à la prison de Soledad. Durant ses périodes d'isolement dans des «cellules de haute sécurité» il lit beaucoup: «En prison, j'ai fait la connaissance de Marx, de Lénine, Trotsky, Engels et Mao, et ils m'ont converti». Il écrit des textes et lettres qui seront publiés, avec en particulier les *Frères de Soledad*, livre qui rencontre un écho important. Il s'attire la haine de la Fraternité aryenne

(organisation de détenus blancs) et, avec d'autres, s'affronte violemment avec des gardiens qui avaient maltraité des détenus. Il doit repasser en jugement, accusé d'avoir tué un gardien.

Le 21 août 1971, trois jours avant de passer en jugement, Jackson est tué dans la cour de la prison de Saint-Quentin par un garde en poste sur un mirador, au cours de ce que les autorités ont décrit comme étant une tentative d'évasion avec prise d'otages (il y eut effectivement plusieurs morts) et qui pourrait correspondre à une provocation. Quelques jours après sa mort, se déclencha un soulèvement de prisonniers dans la prison d'Attica. Soulèvement qui fut réprimé par l'armée au prix de nombreux morts.

«Je ne veux pas mourir en ne laissant derrière moi que quelques chansons tristes et un petit tas de terre. Je veux laisser un monde libéré de l'ordure, de la pollution, du racisme, du pouvoir fondé sur la misère, du nationalisme et des guerres qu'il entraîne, des armées, de la bigoterie, des coteries, de cent différentes contrevérités et d'une économie usuraire et déréglée.» (Lettre, avril 1970).

AFGHANISTAN « Concernant les droits les femmes, les talibans n'ont pas changé »

Extraits d'un entretien réalisé par The Nation avec K., militante des droits des femmes afghanes.

Avec d'innombrables autres militantEs des droits des femmes, j'ai passé les deux dernières décennies à investir dans notre foyer, notre société, nos enfants et les filles de ce pays qui sont confrontées à de nombreux obstacles. Tous les progrès que nous avons accomplis risquent d'être réduits à néant du jour au lendemain. Comment pouvons-nous garder espoir alors que désormais est menacé tout ce pour quoi nous avons travaillé ?

«Kaboul n'est pas représentative du reste du pays»

En tant que personne ayant mené diverses initiatives en faveur des droits des femmes, je suis inquiète pour moi-même, mais aussi pour les femmes qui ont travaillé pour nous au fil des années. Leurs vies sont en danger, car beaucoup d'entre elles ont servi d'auxiliaires auprès d'organisations internationales, travaillant aux côtés d'assistants masculins. Je crains que l'idéologie conservatrice des talibans ne tolère pas de telles activités. J'ai récemment entendu le porte-parole des talibans, Zabihullah

Mujahid, déclarer que les femmes pouvaient reprendre leurs professions comme par le passé et poursuivre leurs activités publiques sans crainte. Cependant, nous savons que si les talibans ne privilégient que certaines professions féminines, comme les enseignantes et les infirmières, nous craignons que les femmes qui travaillent pour des ONG ou le secteur privé ne subissent des représailles. Kaboul n'est pas représentative du reste du pays. Puisque le monde a les yeux rivés sur Kaboul, peut-être qu'ici les femmes pourront encore présenter les informations ou entrer dans les cliniques où elles travaillaient auparavant. Mais nous recevons des rapports des provinces dans lesquelles tous les bureaux des ONG ont été fermés. Mes collègues de Balkh m'ont informée que les talibans leur ont ordonné de ne pas quitter leur domicile sans burqa ou sans tuteur masculin. Ce sont ces mêmes femmes qui ont dirigé leurs propres organisations et font carrière, permettant à certaines d'entre elles de subvenir seules aux besoins de leur famille. Un ami m'a dit que les propriétaires de magasins ont reçu l'ordre de



WIKIMEDIA COMMONS

ne pas vendre aux femmes qui viennent faire leurs courses sans être accompagnées d'un tuteur masculin ou d'un enfant de plus de 12 ans.

«Qui sera en mesure de voir réellement ce qui nous arrive?»

Un tel traitement des femmes est naturellement inquiétant et démontre clairement que les talibans n'ont pas changé. Ils entendent gouverner selon la même interprétation stricte de l'islam qu'ils professaient il y a 20 ans. Une grande partie de la couverture médiatique occidentale est axée sur l'évacuation des journalistes et des membres de la communauté

internationale d'Afghanistan. Mais si ces observateurs partent, qui nous entendra? Qui sera en mesure de voir réellement ce qui nous arrive ?

J'entends constamment des rapports sur les tentatives des talibans de revenir sur les droits des femmes, en particulier dans les régions reculées de l'Afghanistan, mais je crains que ces rapports ne soient plus relayés par les médias internationaux ou que les Nations unies décident simplement de fermer les yeux.

Ceux et celles d'entre nous qui connaissent bien les provinces peuvent attester du fait que les talibans n'ont pas modéré leur position à l'égard des femmes. Nous savons, par exemple, que la burqa est rendue obligatoire pour les filles à partir de la sixième année. Au cours des derniers mois, les talibans ont imposé des restrictions dans les villages, les villes et les provinces. Ce n'est qu'une question de temps avant que les grandes villes connaissent de telles restrictions. Il est donc essentiel de les signaler maintenant, avant qu'elles se généralisent et se normalisent.

Version intégrale sur alencontre.org

Le chiffre

0,38%

C'est la proportion de la population africaine (5 millions de personnes sur 1,3 milliard d'habitanteS) qui pourra être vaccinée «grâce» aux 10 millions de doses promises en grande pompe par Emmanuel Macron le 30 août. «Nous défendons un accès équitable aux vaccins», a hypocritement affirmé Macron, qui s'oppose toujours à la levée des brevets et à la réquisition, seule solution pour un accès réellement universel au vaccin.



Agenda

10-11-12 septembre: fête de l'Humanité, La Courneuve (93).
Le NPA tiendra un stand.

Jeudi 23 septembre, journée de mobilisation dans l'éducation nationale.

Mardi 5 octobre, journée de grève interprofessionnelle «pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études»

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT

Notre projet est socialiste. Il s'inscrit dans nos traditions, porte nos valeurs, mais il propose une nouvelle synthèse socialiste pour vivre mieux dans le monde d'aujourd'hui.

OLIVIER FAURE, «Campus d'été» du PS à Blois, 28 août 2021

le virus en population générale. Avec mathématiquement une apparition plus rapide de variants, dont la dynamique est claire, plus de contagiosité, et les dernières études le démontrent, deux fois plus de risques de finir en réanimation avec le delta, y compris chez les plus jeunes. 40% des admis en réanimation en Martinique ont moins de 40 ans, la plupart non vaccinés. Le variant delta rend plus difficile à atteindre l'immunité collective. Il faut vacciner un plus grand pourcentage de population, il limite un peu moins les transmissions. Alors «relativiser» la vaccination? Ou en faire une urgence sanitaire, un acte d'accusation contre ceux qui laissent filer le virus et ses variants, préférant les brevets et les profits à une vaccination universelle.

Vaccination obligatoire?

Exaspérés par les accents complottistes, les slogans sur le «pass nazitaire», la présence de l'extrême droite... la

tentation de la vaccination obligatoire existe chez certainEs. D'ailleurs, onze vaccins sont déjà obligatoires pour les enfants! Lors du débat national sur la vaccination de 2016, le NPA s'était prononcé contre l'obligation vaccinale, comme... le jury citoyen et le jury des professionnels de santé. L'obligation vaccinale n'a pas fait la preuve de son efficacité! Avec ses trois vaccins obligatoires, la France faisait moins bien que l'Allemagne et ses vaccins seulement recommandés. Pire, la vaccination des nourrissons de moins de 9 mois reculait de 5% en 2014, malgré l'obligation, sur fond de scandale sanitaire. Liberté de vaccination mais choc de confiance disions-nous. Et pour cela, en finir avec les brevets, le secret commercial, exproprier les trusts pharmaceutiques, développer une pharmacovigilance indépendante, des vaccins sans aluminium face au doute raisonnable. Après les mensonges de



Macron sur le covid, aujourd'hui la défiance vaccinale est bien pire. Pour passer de la vaccination obligatoire à la vaccination effective contrainte, combien de contrôles policiers, de licenciements? Contre le pass sanitaire, Macron qui casse nos droits et

l'hôpital, les brevets de Big Pharma, en défense de la vaccination associée à une politique de prévention et de conviction bâtie avec les populations, le mouvement ouvrier doit d'urgence reprendre l'initiative.
Frank Prouhet

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION

Où va l'Algérie de Tebboune ?

Le Conseil de sécurité algérien est passé de l'offensive à l'agressivité. Cette structure, produit de la gestion sécuritaire du pays, a décidé que le Mak (organisation indépendantiste kabyle) et Rachad (organisation islamiste) sont deux organisations terroristes. Un paravent efficace pour tromper l'opinion, réprimer les opposantEs et enterrer le hirak.

Sous prétexte d'enquête pour trouver les assassins de Djamel Bensmail, le jeune brûlé vif de Miliana, les services de sécurité arrêtent tout ce qui est makiste en Kabylie. La présidente du Conseil mondial Amazigh, citoyenne à Tizi Ouzou, vient d'être arrêtée. Au total, plus de 80 arrestations selon le procureur. Où sont les règles de l'indépendance de la justice ? Où est la présomption d'innocence ? Le bûcher est prêt et le peuple doit applaudir ! C'est l'article 87 bis qui pilote l'acharnement judiciaire contre le Mak et Rachad. Un conditionnement est en train de s'opérer pour « makiser » ou « rachadiser » toute pensée critique. Les journalistes, les blogueurs, les influenceurs et tous les actifs de réseaux sociaux sans parler des acteurs politiques et associatifs du hirak sont sur le qui-vive, l'épée de Damoclès du 87 bis est là. L'Algérie ne souffre ni du Mak, ni de Rachad, ni des délires des réseaux sociaux. Les diaboliser, comme on a diabolisé le FFS en 1963 ou le FIS en 1990, produit clairement l'effet inverse. Notre pays souffre d'un déni du droit et de la justice. Il souffre d'inégalités sociales et d'injustices. Il souffre de prédation et de corruption. Il souffre de l'absence de projet économique et sociétal en phase avec les besoins sociaux et les attentes sociales. L'Algérie souffre de la marginalisation de la jeunesse, en grande majorité instruite. Au désespoir social s'est ajouté l'impact mental et psychique d'une pandémie réduite au confinement et à l'arbitraire de la décision publique.

« Qu'ils dégagent tous »

Le hirak était bien dans le sens de l'histoire quand il lançait son fameux « Yetnehaw ga3 » (« Qu'ils dégagent tous ») donnant une dimension systémique à cette crise que vit l'Algérie. Ni le Mak, ni Rachad et encore moins le FIS, les partis régionalistes, les dizaines de partis préfabriqués n'ont été des acteurs anti-crise, dessinant des scénarios alternatifs pour le pays. Le champ politique est à réinventer. La pensée critique est à reconstruire et la souveraineté populaire doit s'exercer sur fond de culture démocratique. On ne peut plus gérer l'Algérie par des noyaux opaques de décideurs militaires ou civils. On ne peut plus réduire l'idéologie au religieux ou à l'identitaire, obsessions d'une société aculturée, désintellectualisée. On ne peut plus continuer à espérer de la mondialisation libérale et capitaliste une perspective de modernité et de progrès social car ses décideurs s'accommodent de toutes nos « déviances » politiques et idéologiques pour raisons de géostratégie et d'intérêts de multinationales marchandisant tout, y compris nos vies. Le hirak n'est pas mort. Un cycle de mouvement populaire s'est clôturé sous pression de la répression, de l'article 87 bis et du covid, sur fond de manipulation et d'unilatéralisme administratif. Les centaines de morts dans nos villages kabyles, l'assassinat abject de Djamel Bensmail, les dizaines de détenuEs d'opinion injustement incarcérés, les centaines de morts du covid victimes de l'état délabré de notre santé publique : toutes et tous seront notre mauvaise conscience, l'expression de notre impuissance. Il faut dire que quand il n'y a pas de contre-pouvoirs, de contre-poids aux pouvoirs autoritaires tournant le dos aux libertés politiques et individuelles, tout pays est perméable à toutes les dérives y compris totalitaires. L'article liberticide 87 bis doit être enterré. Les médiations et passerelles avec la société plurielle que nous sommes doivent être reconstruites sur des fondements démocratiques. Les politiques publiques doivent radicalement changer de cours et en finir avec ce néolibéralisme destructeur. Les acteurs politiques et sociaux doivent être libérés de toute pression ou répression.

Adel Abderrezak

IMPÉRIALISME Solidarité avec les peuples d'Afghanistan ! Accueil inconditionnel de touTEs les réfugiéEs !

Il n'aura fallu que quelques semaines aux Talibans pour prendre le contrôle des principales villes d'Afghanistan avant de pénétrer dans la capitale Kaboul et faire tomber le gouvernement. 20 ans après le déclenchement de la guerre par les États-Unis et leurs alliés, l'échec de l'intervention impérialiste est patent, avec le retour au pouvoir de ceux que George W. Bush et consorts prétendaient avoir éliminés.

Contrairement aux affirmations occidentales, les Talibans n'ont jamais disparu, et ont pu se réorganiser et prospérer sur fond de pauvreté, d'inégalités, d'État failli, de règne des milices armées, de trafic d'opium, de corruption et de rejet de la présence militaire étrangère. L'Afghanistan est demeuré l'un des pays les plus pauvres de la planète (avec le 7^e plus faible PIB par habitant au monde), et l'un des plus corrompus (parmi les dix derniers au classement de l'ONG Transparency International).

Le bilan de 20 ans de guerre

20 ans de guerre en Afghanistan, c'est plus de 160 000 morts côté afghan, des centaines de milliers de blessés et d'exiléEs, et près de 4 000 soldats occidentaux (majoritairement étatsuniens) tués. Les 2200 milliards de dollars dépensés en 20 ans par les États-Unis – soit plus de 300 millions par jour – pour assurer leur présence sur place et « former » les forces de sécurité du gouvernement afghan n'y auront rien changé : le président afghan s'est enfui, la police et l'armée afghanes se sont effondrées et les Talibans règnent en maîtres à Kaboul. Une énième démonstration du fait que les interventions militaires impérialistes ne se font jamais dans l'intérêt des peuples, et que pour ces derniers elles font partie du problème et non de la solution.



Comme le souligne Tariq Ali : « L'establishment sécuritaire US savait que l'invasion avait échoué : les talibans ne pouvaient pas être soumis, quelle que soit la durée de leur présence. L'idée que le retrait précipité de Biden a en quelque sorte renforcé les Talibans est absurde. Le fait est que depuis plus de vingt ans, les États-Unis n'ont pas réussi à construire quoi que ce soit qui puisse racheter leurs fautes. » C'est d'ailleurs en toute conscience de cet échec que l'administration Trump, dans le pas de laquelle Joe Biden a marché, est entrée en négociation avec les Talibans dans la perspective d'un retrait rapide des forces armées US. Preuve

ultime, s'il en fallait une, du mépris absolu avec lequel les puissances impérialistes considèrent les populations des pays dans lesquels ils interviennent militairement, même lorsqu'ils prétendent agir pour des motifs « démocratiques » et/ou « humanitaires ».

Solidarité et accueil des réfugiés

Les images de chaos et d'évacuation précipitée des ressortissants occidentaux donnent une idée des menaces qui pèsent aujourd'hui sur des centaines de milliers, voire des millions d'AfghanEs. Et ce ne sont pas les « gestes d'ouverture » des Talibans qui peuvent faire illusion :

quand bien même ces derniers feraient preuve de pragmatisme, en promettant de respecter les droits humains et le pluralisme et en discutant avec les pays occidentaux, ils demeurent une force ultra-réactionnaire qui entend mettre encore plus au pas la société afghane. Nous exprimons notre solidarité avec toute la population afghane, qui risque de vivre encore des années de guerre civile, et notamment avec toutes celles et ceux qui sont aujourd'hui dans le viseur du pouvoir ultra-réactionnaire des Talibans : journalistes, militantEs associatifs, syndicaux ou des droits humains, artistes, ainsi que toutes les femmes et les personnes LGBTI, dont la situation déjà dramatique risque de se dégrader encore un peu plus. Les pays occidentaux, dont la France qui fut présente militairement pendant 13 ans en Afghanistan, portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. Il est dès lors particulièrement insupportable d'entendre Macron évoquer les « flux migratoires » face auxquels il faudrait « se protéger » : un discours emprunté à l'extrême droite, qui souffle sur les braises du racisme et vise à transformer en menace des réfugiés cherchant à fuir la guerre et la misère.

La mise en scène, ces dernières semaines, de l'accueil de quelques dizaines d'exiléEs afghans ne fait guère illusion : les frontières doivent être ouvertes, l'accueil doit être inconditionnel et la traque aux réfugiés déjà présents sur le territoire doit cesser. Solidarité avec les peuples d'Afghanistan ! De l'air, ouvrez les frontières !

CorrespondantEs

1 – Tariq Ali, « Debacle in Afghanistan », Newleftreview.org, 16 août 2021.

TCHAD L'héritage de Hissène Habré

L'ancien dictateur du Tchad (1982-1990) est mort du Covid le 24 août. Contrairement à son successeur Idriss Déby, tué en avril dernier, et dont les funérailles se sont faites avec toute la pompe franco-africaine imaginable, Hissène Habré est parti, lui, sans tambour, ni trompettes, ni roses devant sa porte ou hommages ministériels.

Et pour cause ! Hissène Habré était en prison depuis 2015, condamné à perpétuité pour crimes contre l'humanité par un tribunal spécialement créé par l'Union africaine pour l'occasion. Une sanction judiciaire qui n'avait rien à voir avec une quelconque pression diplomatique française, pourtant jamais avare de leçons sur les droits humains, ni à une préoccupation morale de l'Union africaine, ce syndicat de dictateurs : elle devait tout à l'énergie des associations de victimes qui ont lutté avec acharnement pendant des années contre l'impunité organisée à grands coups de pots-de-vin envers les politiciens et journalistes sénégalais.

Un immense mouroir à ciel ouvert

Malheureusement, pour éviter un trop grand déballage, le procès s'était concentré sur le seul Habré, laissant dans l'ombre le système qu'il avait construit et légué aux Déby (père et fils). La matière ne manquait pourtant pas. C'est que la courte dictature d'Hissène Habré a largement dépassé en férocité celle de son successeur. Pendant huit ans, le pays a été transformé en un immense mouroir à ciel ouvert,

essaimé de charniers, de prisons où l'on pratiquait des tortures en tout genre, où l'on tuait impunément, dans un environnement concentrationnaire sciemment organisé : parti unique, organisation des femmes unique, organisation des jeunes unique, le tout encadré par un système policier bâti sur le modèle des dictatures les plus hideuses du continent, comme celle de Mobutu. Tout contestation était bannie et l'interdiction des grèves était même inscrite dans la Constitution. Ce régime ignoble justifiait son existence par un grossier mensonge d'État selon lequel la Libye du dictateur Kadhafi, un pays sous-développé, dominé lui aussi par les puissances impérialistes malgré ses pétrodollars, ambitionnerait tout simplement de « coloniser », d'« annexer » ou plus trivialement, de « manger » le Tchad. Pas moins que ça !

De Habré à Déby

C'est précisément au nom de la lutte anti-Kadhafi que la France

et les États-Unis ont soutenu et armé le régime Habré, déployant (déjà) des troupes dans le nord du pays¹ fermant complaisamment les yeux sur les massacres ethniques², les violences, la corruption et le détournement des fonds publics par les proches du pouvoir, alors que les masses populaires se retrouvaient saignées à blanc par les contributions croissantes pour « l'effort de guerre ». Le 1^{er} décembre 1990, le dictateur dut finalement s'enfuir de sa capitale (après avoir raflé le trésor et les caisses des entreprises publiques) devant l'avancée des troupes de Idriss Déby Ito, son ancien lieutenant. Un épisode plus proche d'une révolution de palais que d'une rupture radicale avec le régime déchu. La DGSE française reprochait en effet à Habré de faire les yeux trop doux à l'allié étatsunien et poussait Déby, alors en rupture de ban, à la révolte ! Pour le reste, rien n'avait changé : des généraux aux gardiens des prisons en passant par les ministres, les députés,

les préfets, les juges, les directeurs généraux et autres tortionnaires, tout le système Habré est resté en place. Certes, il fallut concéder à l'air du temps quelques changements formels, comme l'instauration du multipartisme ou le droit de grève, mais pour le reste, le Tchad des Déby reste dans la lignée de Habré : assassinats, ethnicisme, régionalisme, népotisme, clientélisme, exploitation éhontée des ressources humaines et naturelles au profit d'une minorité de parasites, pillage des deniers publics, rigorisme religieux nauséabond ! Le tout avec la bénédiction de l'impérialisme français.

Correspondant

1 – L'opération Épervier dans le nord du Tchad en 1986, qui sera prolongée et remplacée par l'opération Barkhane en 2014.

2 – Notamment les massacres de « Septembre noir » dans le sud du Tchad en 1984 menés par Idriss Déby, puis ceux à l'encontre des Adjarais, en 1987, et finalement en 1989 des Zakhawas, l'ethnie de Déby, parmi lesquels sont recrutés une partie significative des forces armées. Réfugié au Soudan, Déby revendra les armes à la main quelques mois plus tard.

CLIMAT Le 6^e rapport du GIEC confirmé par les calamités de l'été

Le groupe 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a remis son rapport cet été (1 400 pages qui synthétisent 14 000 articles scientifiques). 234 auteurEs de 66 nationalités y ont travaillé. Est également publié un « Résumé pour les décideurs », pour nous toutes et tous donc ! Pour la première fois, le GIEC a examiné de près les événements extrêmes qui se multiplient. On sait maintenant qu'il y aura des « points de basculement », notamment une possible montée des eaux de 5 mètres. Le consensus est de plus en plus solide : « sans équivoque », ce sont les activités humaines qui ont réchauffé l'atmosphère, les terres et les océans depuis 1750, « chacune des quatre dernières décennies a été successivement plus chaude que toute décennie depuis 1850 ».

Pluies diluviennes et incendies à travers la planète

Été après été, on pourrait s'habituer. Et pourtant on est surpris par l'ampleur des phénomènes : à Cologne, à la mi-juillet, il est tombé en quelques heures autant de pluie qu'en juillet-août en année normale, 200 personnes ont trouvé la mort dans cette région de l'Allemagne et le jeu politique lui-même a été très fortement bousculé. La dispute sur l'enjeu climatique fait rage.

Le feu a de nouveau embrasé la planète. En Grèce, les événements ont pris le tour d'une catastrophe nationale tant la canicule qui avait précédé les méga-feux, la casse sociale, la spéculation foncière et le dynamitage des services publics

Les scientifiques du GIEC sont formels : « Le changement climatique se généralise, s'accélère et s'intensifie ». Les méga-feux en Russie, Turquie, Grèce, France, Algérie et aux États-Unis, les précipitations et inondations catastrophiques en Belgique, Allemagne, Chine et en Inde en attestent.



ont tout aggravé. Tout est imbriqué : on signale des centaines d'espèces animales mises en danger par les incendies comme le cerf élaphe en Grèce ou la tortue d'Hermann dans le Var.

Que faire ?

Le groupe 1 du GIEC avait pour mandat d'établir un constat sur des bases scientifiques fortes, la mission de préconiser revenant aux groupes 2 et 3 qui rendront leurs rapports en 2022. Ce 6^e rapport ne se contente pas d'un seul scénario, examine plusieurs « futurs climatiques possibles » avec des réductions d'émissions de CO₂ différenciées. Mais en n'osant pas envisager un changement de cap aussi radical que celui engagé au 18^e siècle, cette entrée dans le dur du capitalisme industriel, en

n'osant pas souligner la nécessité d'un changement de civilisation, les trajectoires de secours examinées sont toutes techniques, capitalo-compatibles : « technologies à émissions négatives, TEN » (captation et séquestration de gigantesques quantités de CO₂ sous terre) à l'état de prototypes à ce jour, avec des conséquences redoutablement dangereuses sur le plan social et écologique, ou « technologies bas carbone », le nucléaire pour parler clair².

Besoin de radicalité...

Certains rédacteurs comme le français Christophe Cassou expriment pourtant cette urgence absolue de mesures radicales : « Sans réduction des émissions de gaz à effet de serre immédiate, forte, soutenue et à grande échelle, on ne pourra

pas limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C. Il faut y aller sans détour ni tergiversation. »³ En sachant qu'il faudra remettre en cause le productivisme, le consumérisme, la propriété privée des grands groupes. Comme le dit Daniel Tanuro : « L'alternative est dramatiquement simple : soit l'humanité liquidera le capitalisme, soit le capitalisme liquidera des millions d'innocentEs pour continuer sa course barbare sur une planète mutilée et peut-être invivable. »

... et d'action large !

À 60 jours de la COP26 à Glasgow, signalons déjà la mobilisation mondiale du samedi 6 novembre. Que cette échéance soit l'occasion pour nous d'avancer nos propositions qui visent à prendre soin des personnes et des écosystèmes, à écologiser le social et à socialiser l'écologie. Se dessineront alors les contours d'une autre société, l'écocapitalisme.

Commission nationale écologie

- 1 – « Rapport du GIEC, résumé pour les décideurs », traduction française simple et non officielle : <https://resumegiec.wordpress.com/2021/08/11/rapport-du-giec-resume-pour-les-decideurs/>
- 2 – Voir l'analyse du rapport par Daniel Tanuro, sur le site de la Gauche anticapitaliste (Belgique) : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/au-bord-du-gouffre-le-scenario-que-le-giec-ne-modelise-pas/>
- 3 – Cité dans Mickaël Correia, « Rapport du Giec : le changement climatique s'aggrave », *Mediapart*, 9 août 2021.

ALLEMAGNE Jours de grève à la Deutsche Bahn

Au mois d'août, l'Allemagne a été secouée par deux épisodes de grève des roulants de la Deutsche Bahn¹ : chaque fois sur seulement deux jours, les 11-12 août et les 23-24 août, mais chaque fois une paralysie spectaculaire du trafic, du moins là où la direction du syndicat GDL² (un des deux syndicats du rail) avait choisi de mobiliser.

Plus de 10 000 grévistes au total, 90 % des trains supprimés dans diverses régions. D'un côté une direction de la DB qui dénonce l'irresponsabilité du syndicat ; de l'autre des grévistes déterminés qui estiment n'en être qu'à l'apéritif.



Grève, malgré le rétro-pédalage syndical

Depuis l'automne 2020, le mécontentement monte contre les faibles salaires, la baisse des effectifs, les sales conditions de travail et les menaces sur les retraites. Le tout avivé par les difficultés liées au covid. Des négociations ont été engagées entre direction et syndicats et au printemps, la grève devient une perspective. La direction du GDL a certainement espéré que la seule menace d'un conflit, et son propre choix d'en rabattre sur les revendications, feraient céder la direction. Plutôt qu'une augmentation de 4,8 % des salaires pour l'année, le GDL ne demande plus qu'une augmentation de 1,4 % cette année et 1,8 % l'année prochaine. Plutôt qu'une prime-corona de 1 300 euros, il n'avance plus qu'une prime de 600 euros. Le tout à conclure pour une durée de validité de 28 mois, durant lesquels rien ne peut être remis en question par une grève, « paix sociale » oblige. La direction de la DB n'a pas lâché pour autant, se flatte de « l'alliance du rail » qu'elle a nouée avec le syndicat majoritaire EVG et menace de faire appliquer une loi qui rendrait caduque toute convention négociée avec un syndicat minoritaire comme le GDL. Par référendum, les cheminotEs du GDL se sont néanmoins exprimés au début août à 95 % pour la grève.

Pas question de « Nullrunde »

Les premiers épisodes du conflit ont été des succès. Des cheminotEs ont pu se rencontrer, discuter de leur mouvement, voire se joindre ponctuellement à des hospitalierEs en grève, à Berlin. L'envie d'en faire baver à la DB est là. Tandis que la hiérarchie se distribue des « bonus » salariaux, dont 10 % d'augmentation pour le PDG lui-même, il faudrait que les cheminotEs en restent à ce que les patrons allemands appellent « Nullrunde » – c'est-à-dire une augmentation zéro.

Le bras de fer continue donc. À Cologne le mardi 24 août, lors d'un meeting de grévistes de la Ruhr, le leader du GDL Weselsky a promis de « durcir la grève » : séquences de trois jours de grève au lieu de deux. Le scénario reste néanmoins à ce jour sous contrôle d'une direction syndicale qui a la main sur le frein.

Sabine Müller

1 – Deutsche Bahn (DB), société nationale allemande des chemins de fer : société par actions détenues à 100 % par l'État depuis le milieu des années 1990, développée en multinationale depuis avec sa filiale DB International Operations.
2 – Le GDL (Gewerkschaft Deutscher Lokomotivführer, ou Syndicat des conducteurs allemands), fondé en 1863, est à l'origine un syndicat corporatiste de conducteurs, surtout influent dans la partie Est du pays, qui a élargi sa base à d'autres catégories de cheminotEs – au total environ 37 000 adhérentEs. Par quelques grèves ces quinze dernières années, ce syndicat minoritaire – dont le dirigeant appartient à la droite allemande – a fait concurrence à l'EVG (Eisenbahn- und Verkehrsgewerkschaft), syndicat de branche des transports et du chemin de fer rattaché à la confédération principale, DGB.

BRÉSIL Prendre la rue pour vaincre le fascisme

Bolsonaro menace le peuple brésilien. Alors que la faim progresse, que l'inflation s'envole, que le chômage n'a jamais été aussi élevé et que le covid continue de faire des victimes, les partisans fanatiques de Bolsonaro sont convoqués pour une action de type coup d'État le 7 septembre : une initiative structurée autour d'un affrontement avec le pouvoir judiciaire. Une très grave crise politico-institutionnelle se profile dans le pays.

Affaibli et de plus en plus rejeté par la population, Bolsonaro se radicalise pour tenter de survivre. Sa méthode est celle du fascisme : mobiliser la base extrémiste, utiliser l'intimidation par les milices pour imposer la terreur.



« Dehors Bolsonaro ». WIKIMEDIA COMMONS

La stratégie de Bolsonaro

L'un des principaux objectifs de Bolsonaro est d'effrayer l'opposition par des menaces et des actes de type coup d'État. L'intention est de faire en sorte que la majorité démocratique se soumette à la minorité fasciste par le chantage et l'intimidation. Lui laisser le terrain de la rue est la pire erreur que la gauche et les défenseurs de la démocratie puissent faire en ce moment. Bolsonaro sait qu'il est très probable qu'il perde les élections de 2022. Il est également conscient que sa prochaine destination et celle de ses fils pourrait être la prison. Terrifié, il fait appel à la dernière ressource dont il dispose : la capacité à mobiliser sa base d'extrême

droite. Et pour cela, il compte sur le soutien de l'armée, de la police et des milieux d'affaires. Attendre passivement les élections de la fin de l'année prochaine, comme si Bolsonaro allait respecter le processus démocratique-électoral, représenterait une erreur énorme et impardonnable. Tout d'abord, parce que cela reviendrait à sous-estimer le danger du fascisme, qui, bien qu'affaibli, conserve une base considérable d'adeptes dans le pays et des éléments infiltrés dans diverses institutions, notamment dans l'armée et la police. Ensuite, parce qu'elle créerait la possibilité d'un éventuel redressement de la popularité de Bolsonaro d'ici la fin de 2022. Il faut profiter

du moment d'usure du gouvernement pour le vaincre maintenant, si possible en renversant Bolsonaro avant même les élections. En outre, la chute du milicien aurait pour conséquence probable de paralyser les contre-réformes néolibérales et les privatisations en cours au Congrès.

La gauche doit aller au combat

Contre le bolsonarisme, la lutte dans les rues est décisive. Notre ennemi a dans l'action directe fasciste son principal point d'appui. Il est fondamental de contrer la mobilisation de l'extrême droite avec la force des masses populaires dans les rues. Par conséquent, laisser le 7 septembre libre pour le défilé fasciste serait une grave erreur. La campagne Fora Bolsonaro (« Dehors Bolsonaro ») a déjà construit quatre grandes manifestations nationales cette année, faisant descendre des centaines de milliers de personnes dans la rue dans des manifestations bien plus amples que celles du bolsonarisme. Avec un appel ferme et unitaire des

directions et organisations de la gauche, des mouvements sociaux et de tous les secteurs démocratiques désireux de se battre, il est probable que la mobilisation Fora Bolsonaro sera plus importante dans les rues que les initiatives du pouvoir. Cela aurait une énorme valeur politique, car cela représenterait une défaite effective et symbolique de Bolsonaro. En ce sens, la position de Lula, en tête des sondages pour l'élection présidentielle, revêt une grande importance. Lula continuera-t-il à préparer sa candidature à la présidence par des négociations et des discours électoraux ? N'est-il pas temps pour Lula d'appeler le peuple à descendre dans la rue, dans des manifestations pacifiques et organisées, pour défendre la démocratie et les droits sociaux et du travail menacés ? À partir d'aujourd'hui et jusqu'au 7 septembre, la tâche la plus importante est la construction de grandes mobilisations populaires à l'occasion de la fête de l'indépendance nationale. En veillant à la sécurité et à l'organisation de manifestations démocratiques, il faut faire preuve de courage et de fermeté pour vaincre le fascisme. Allons au combat, car c'est dans le combat que nous gagnerons !

Esquerda Online

Version intégrale sur alencontre.org

CYCLE PANDÉMIE NOTRE SANTÉ, NOS VIES, PAS LEURS PROFITS!

Retour sur les trois ateliers organisés dans le cadre du cycle « pandémie » de notre université d'été, dont les discussions et débats ont été largement traversés par le sens et les effets de la crise du Covid-19.

Avec pour objectif général de discuter des impasses mortelles du capitalisme et de la gestion bourgeoise de la crise covid, le cycle pandémie s'est ouvert sur l'atelier « L'hôpital et le système de santé à l'épreuve du Covid-19 ». Yasmina Kettal, infirmière et co-fondatrice du collectif inter-urgences, a décrit entre humour et émotion un hôpital public fragilisé, malgré les luttes des personnels, par des années d'austérité : absence de création de lits, avec en fait de simples redéploiements qui abandonnent les autres pathologies, personnels au bord de la crise de nerf, gestion de crise covid uniquement centrée sur l'hôpital et qui oublie la prévention bâtie avec la population. Et puis l'arnaque du Ségur. Moment d'émotion quand elle évoque son passage en renfort en Guyane, dans un hôpital délabré, seule la nuit avec une jeune collègue, confrontée sans formation à un incident machine en réa, essayant de trouver sur YouTube les moyens de relancer la dialyse... Une seule envie, fuir ! Pauline Salingue, éducatrice et militante CGT au CHU de Toulouse, a dénoncé ces directions d'hôpitaux qui poursuivent les restructurations, dépensent 60 000 euros pour embaucher des vigiles et contrôler le pass des patients et des personnels, au mépris du droit à la santé. Ces menaces de licenciements des personnels qui refusent la vaccination, mais qui hier devaient aller travailler au contact des malades en cas de covid léger, tournent le dos à une politique de conviction pour défendre la vaccination. Colère des personnels qui refusent d'effectuer le contrôle des pass sanitaire, exigent des moyens pour l'intérieur et pas pour l'extérieur et les vigiles !

Données de santé et GAFAM
Le capitalisme de surveillance fait son coming out en ces temps de pandémie. Un gouvernement

autoritaire nous ordonne de choisir entre nos libertés et notre santé. Notre camarade Frank Prouhet, de la commission santé du NPA, a exposé les raisons de refuser cette fausse alternative. Notre opposition au pass se fonde autant sur la défense des libertés que sur l'impossibilité avec cette politique d'aller convaincre les plus rétifs à la vaccination, comme hier l'application Stop covid était bien incapable de tracer, d'aider à s'isoler celles et ceux qui étaient touchés par le covid. Raison de plus pour inviter Benoît Piédallu, de la Quadrature du Net, à animer cet atelier « Nos données de santé : au service du contrôle par les GAFAM et le pouvoir, ou au service de la santé communautaire ? ». Après un rappel sur ce que sont les données de santé, des dossiers médicaux aux smartphones qui enregistrent nos pas, nos pulsations et notre poids, Benoît Piédallu est revenu sur le pass sanitaire, contre lequel la Quadrature a posé un recours devant le Conseil d'État, sur la reconnaissance faciale au temps du masque qui généralise la société de contrôle dans nos villes. L'occasion de mentionner le Health Data Hub, qui pompe toutes les données de santé françaises, mis en place dans l'urgence sur les serveurs de Microsoft : fantasme de toute-puissance de l'intelligence artificielle et privatisation de nos données de santé. De même, depuis 2018, pour une livre symbolique, le NHS, le système de santé anglais, donne à Amazon l'accès à toutes les données de santé. Un contrat secret, qui viole le secret médical et l'acceptation qui doit être recueillie pour le partage des données. Sans parler de Doctolib qui sait tout de notre santé, à travers la gestion des rdv de l'AP-HP et de la vaccination. Débat passionnant qui montre l'étendue des efforts à faire, y compris au niveau du NPA,

pour protéger la sécurité de nos données et ne pas les offrir aux Gafam !

Vaccins biens communs universels

L'atelier « Contre les brevets de Big Pharma, les vaccins biens communs universels », clôturait le cycle pandémie. L'occasion pour Frank Prouhet, animateur du collectif « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition ! », d'intervenir sur le rôle de la vaccination face à la pandémie, de détailler la balance bénéfice-risque des différents vaccins anti-covid. Des armes face aux anti-vax et une certitude : le pass est le moins bon moyen de convaincre celles et ceux qui sont les plus éloignés de la vaccination, et qui sont aussi les plus fragiles face au covid, ce virus de classe ! Jérôme Martin, co-fondateur de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, est revenu longuement sur les brevets qui font les prix hauts, l'apartheid vaccinal qui prive le sud de vaccins, et laisse échapper les variants toujours plus contagieux, et sur la possibilité de lever les brevets, de transférer les technologies pour faire du vaccin un bien commun universel. Mais l'ancien président d'Act-Up est également intervenu sur tous les acquis de la lutte anti-VIH. La santé communautaire faite avec les patientEs, les patientEs expertEs, la lutte contre les inégalités au cœur des politiques de santé, ce qui s'oppose à toutes les politiques autoritaires, inefficaces et porteuses de stigmatisation. Dans le débat, avec émotion, Renée a montré qu'en Martinique, l'État colonial, la santé publique bafouée avec l'affaire du chlordécone qui a empoisonné pendant des décennies les Antillais, les hôpitaux abandonnés, sont responsables du scepticisme vaccinal et son cortège macabre. Un exemple à méditer.

Commission santé-sécu-social



La 13^e édition de l'université d'été du NPA s'est déroulée du 10 au 14 septembre. Cette rencontre, de réflexion et d'élaboration a été un succès (lire page 10). « officiellement » la campagne présidentielle autour de nos thèmes, nous revenons sur trois cycles « thématiques » qui s'ouvrent à la dernière, mais donnent une idée de la richesse des discussions.

CYCLE TRAVAIL LA NÉCESSITÉ, L'URGENCE,

Comme chaque année, une série d'ateliers de l'université d'été étaient consacrés à la situation sur les lieux de travail. Il était bien sûr indispensable de faire un état des lieux en ces temps de pandémie, pour scruter à la fois les évolutions des organisations du travail mais aussi leurs effets sur les salariéEs et les ripostes existantes et à construire.

Le premier constat est que l'essentiel des évolutions des situations sur les lieux de travail sont pratiquement toujours inscrites dans les mois voire les années précédant la pandémie. Ainsi les réorganisations, licenciements, fermetures de sites dans l'automobile sont à l'œuvre depuis le début du siècle. En Europe occidentale, les ventes de voitures ont stagné en tendance sur la même période, et la recherche de nouveaux débouchés est un impératif pour les profits. L'interdiction des véhicules à moteurs thermiques à l'horizon 2035 permet d'imposer l'achat de nouveaux véhicules électriques à des millions de personnes, même si faute d'acheteurs aux ressources suffisantes, il est peu probable que cela entraîne une relance de la production.

Droits des salariéEs mis à mal

De même, si la pandémie a permis de multiplier les attaques contre le droit du travail et plus particulièrement les droits des salariéEs, beaucoup des logiques à l'œuvre remontent aux lois Macron de 2015, loi El Khomri de 2016 (gouvernement Hollande) sur lesquelles se sont appuyées les mesures imposées

par le gouvernement. Décisions par ordonnances, priorité aux mesures applicables entreprise par entreprise, réductions des pouvoirs des institutions représentatives du personnel, mesures dérogatoires en matière de congés payés, de temps de travail, de travail temporaire, restrictions des droits des chômeurEs... L'extension brutale des possibilités, de l'imposition du télétravail s'inscrivant dans la logique d'individualisation des organisations du travail, dans la destruction des collectifs de travail, c'est-à-dire aussi de possibilité de résistances collectives. On assiste à une multiplication des PSE (plans de « sauvegarde » de l'emploi), de mise en place de dispositifs d'APLD (Activité partielle de longue durée) supposés limiter les licenciements. Si les intérimaires, les prestataires ont été et sont encore les premières victimes des suppressions de postes, la fin progressive des mesures d'aide aux entreprises risque d'augmenter gravement le nombre de chômeurEs. La multiplication des situations de télétravail cristallise les interrogations sur l'organisation et la place du travail dans la société capitaliste. Une bouffée d'oxygène pour toutes celles et ceux contraintEs à des heures de transport individuel ou

collectif. Un isolement dans un lieu peu ou pas du tout propice au travail notamment pour les salariéEs, surtout femmes, contraintEs à la double tâche concomitante de travail et de garde, surveillance, soutien éducatif à un ou plusieurs enfants. Au total, une série de décisions, de directives prises à l'emporte-pièce et qui mettent en place un droit « souple » pour le plus grand bénéfice des employeurs, et insécurisent toujours plus les salariéEs et aggravent les conditions de travail.

En même temps que l'augmentation du chômage

Une logique de continuité des conséquences de la pandémie que l'on retrouvait aussi dans l'atelier sur les licenciements, suppressions de postes, fermetures de sites. Dans la fonction publique les attaques répétées faites de suppressions de postes et de mises en cause des statuts se poursuivent. Même à l'hôpital pourtant au cœur des difficultés engendrées par la pandémie. Une illustration donnée aussi par un camarade de la SNCF, où restructuration rime avec privatisation, attaques contre le statut, dégradation des conditions de travail et du service public. Chez Sanofi, c'est la liquidation du secteur de



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

É D'ÉTÉ 2021

ÉCONOMIE, TRAVAIL, EXTRÊME DROITE :

POUR SUR TROIS LES D'ATELIERS

du 22 au 25 août à Port-Leucate. De l'avis général, ce moment de notre article page 10), et a également été l'occasion de lancer notre candidat Philippe Poutou (lire page 12). Dans cette double-se sont tenus durant l'université d'été. Ils sont loin de résumer cette sessions qui s'y sont tenues.

DE TRANSFORMATIONS PROFONDES



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

la recherche et les suppressions continues d'emplois qui ont conduit au lamentable échec dans la course aux vaccins contre le Covid-19. Plus globalement dans le secteur privé, les restructurations suivent le cours de la course aux gains de productivité, entraînant des liquidations de sites comme l'illustre la fermeture de multiples fonderies liées à l'automobile, comme l'a évoqué un militant de Bretagne avec la Fonderie de Bretagne.

L'anticapitalisme comme solution

Pour se tourner vers l'avenir, le cycle « travail » s'est terminé sur

une intervention autour du véhicule électrique. Pas d'espoir de ce côté-là. Le bilan écologique, que ce soit en matière de composants (terres rares, lithium, cuivre, cobalt) ou de consommation d'électricité, n'a rien à envier à celui des véhicules à moteur thermique. Le « greenwashing » a pour seul but de maintenir production et profits pour les grands groupes du secteur. Les débats des différents ateliers ont illustré le manque d'échanges sur la majeure partie des thèmes abordés. Les difficultés de constructions de ripostes ont été également soulignées, que ce soit

en matière de suppressions de postes, d'emploi, de fermeture de sites ou en matière de conditions de travail. Nos mots d'ordre « références » d'interdiction des licenciements, de réduction massive du temps de travail sans intensification du travail ni perte de salaire restent incontournables. Mais la nécessité des débats, des propositions, de mobilisations autour des questions de choix des productions et activités, de réorganisation drastique des espaces géographiques d'habitat et de lieux de travail, a pris de l'ampleur.
Robert Pelletier



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

CYCLE EXTRÊMES DROITES PRENDRE AU SÉRIEUX L'ANTIFASCISME

Juré, la Commission antifasciste du NPA n'a pas eu besoin d'une Marine Le Pen – qui, le 1^{er} mai dernier, encore confiante dans les élections régionales, annonçait sentencieusement placer sa campagne présidentielle sous le triptyque de « la protection, la projection et la transmission » – pour concevoir, avec l'équipe de notre université d'été, un cycle consacré aux extrêmes droites. Mais de « transmission », il fut question : transmettre notre compréhension de ces courants politiques et transmettre une pratique militante spécifique. « Protection », la question se pose aussi, face aux diverses menaces, plus ou moins violentes et à plus ou moins court terme. « Projection », le sujet mérite d'être abordé, afin d'anticiper l'après élection présidentielle de 2022.

Le cycle s'est ouvert sous la pergola, avec une forte affluence, par un état des lieux des forces d'extrême droite : groupuscules et partis, courants d'idées, de quel contexte profite cette nébuleuse ? Si certaines organisations, concurrentes du RN, sont en franche perte de vitesse, d'autres, comme les maurrassiens de l'Action française ou les structures évoluant entre identitaire et catholique traditionnel, présentent un certain dynamisme, dans l'après-« Manif pour tous ». Malgré la déconnexion entre son poids électoral et ses capacités militantes, le RN reste l'organisation polarisante.

En cette période de crises, les incertitudes sur l'avenir, brouillées par un confusionnisme ambiant, alimentent des formes de critiques favorables au nationalisme ou à « l'identitarisme ». Les camarades de Perpignan nous ont apporté un éclairage concret sur la victoire de Louis Aliot aux dernières municipales, replacée dans la stratégie du RN en vue d'une prise du pouvoir d'État. Aliot cherche à maintenir et souder autour de lui un bloc, où la bourgeoisie locale doit être rassurée, tout en convainquant un électorat populaire. La gestion qui en découle, en évitant de faire trop de vagues, place malgré tout la question sécuritaire au cœur de son action. En off, car l'université d'été est aussi une occasion pour les militantEs et sympathisantEs du NPA de partager des réflexions communes, un atelier a permis d'échanger au sujet de la capacité du RN à gérer les institutions et la réaction de celles-ci à un pouvoir d'extrême droite.

Ordre moral

Associé à la Commission LGBTI, le deuxième temps du cycle s'est consacré à la question de l'ordre moral et au rapport des extrêmes droites au féminisme. Bien que reléguée au second plan par un racisme viscéral centrée ces dernières années sur les musulmanEs, la défense de l'ordre moral et du système hétéropatriarcal reste central dans le programme de l'extrême droite. De nombreux militants de

ces courants ont ainsi fait leur premières armes dans le cadre de la Manif pour tous et c'est encore en marge de cette dernière que nous avons eu en janvier la confirmation d'un phénomène nouveau : la capacité de militants d'extrême droite, en dehors de tout cadre partisan, à se coordonner au niveau national pour aller « casser du pédé et du gauchiste ». Cette défense de l'ordre moral s'inscrit dans la continuité de l'histoire de l'extrême droite et sert la double mission d'écraser, idéologiquement et physiquement, les femmes et les LGBT et donc de fait une partie de notre camp social, mais aussi d'entretenir l'idée d'une grandeur passée quand les hommes étaient des vrais hommes : le véritable clivage se jouerait ici et non entre les classes sociales qui devraient, elles, avoir des relations apaisées.

Appareil répressif

Avec nos invités, Philippe Lamy, sociologue spécialiste de la Nouvelle Droite, et Claude Serfati, économiste spécialiste de l'industrie de l'armement, le troisième jour s'est focalisé sur l'appareil répressif et principalement l'armée. Leurs interventions ont permis de comprendre les ressorts de fonctionnement de cette communauté et de réfléchir à la militarisation de la « sécurité nationale ». Le temps nous a manqué pour aborder en détail la question de la police... et il y aurait eu à dire ! Néanmoins les dynamiques politiques sont communes dans ces deux corps et leur spécificité (répressive, assurant le maintien de la domination sociale et raciale) entre en résonance particulière avec les phénomènes sociaux que nous subissons depuis plusieurs années (attentats et leurs conséquences, perte de capacité du pouvoir à produire du consentement à sa domination). L'évolution politique de ces corps est une question clef dans le processus de fascisation que nous voyons se dérouler sous nos yeux.

Quel antifascisme ?

Le dernier moment du cycle, avec Ludvine Bantigny, nous

a également permis de revenir sur ce processus de fascisation. C'est-à-dire sur les éléments de continuité et de discontinuité que la situation actuelle entretient avec le développement du fascisme. Outre ce débat théorique clef pour comprendre comment la situation pourrait évoluer, nous avons également tenté d'influer dessus en posant la difficile question de « quel antifascisme ? » Poser cette question est avant tout poser la question de l'unification de la classe en vue de la prise du pouvoir. Notre antifascisme ne peut donc être séparé de la lutte sociale, de la lutte contre les oppressions spécifiques, et implique une politique de front unique actualisée au vu de l'affaiblissement du mouvement ouvrier traditionnel. Elle doit en outre être articulée avec une démarche transitoire permettant de faire passer des caps à la conscience de classe. Mais le temps où le mouvement ouvrier et l'extrême droite évoluait sans interagir est maintenant révolu, et l'ensemble de notre activité implique désormais un travail spécifique contre l'extrême droite. Un travail politique, un travail de mobilisation mais également un travail d'auto-défense.

C'est une telle politique que nous entendons mettre en œuvre dans les mois à venir, dès le 18 septembre en participant à ce que le mouvement ouvrier reprenne la main sur les conspirationnistes et autres militants d'extrême droite dans la contestation du pass sanitaire. Dans les mois à venir, en organisant de façon unitaire partout en France des rencontres sociales antifascistes pour contribuer à donner des outils d'analyse et tourner notre camp social vers l'action. En faisant de la lutte contre l'extrême droite et l'autoritarisme macronien un axe central de la prochaine campagne présidentielle dans les urnes avec la candidature de Philippe Poutou, mais aussi dans la rue, en contestant les interventions de l'extrême droite.
Commission nationale antifasciste

MILLAU Des amendes au motif d'être « défavorablement connu » de la police

La Police cible un de nos camarades qui distribuait des tracts dans les boîtes à lettres de Millau le 10 juin, veille d'une réunion publique de la campagne des élections régionales avec Philippe Poutou.

Inaki a reçu une – énième – contravention chez lui, pour « non-port du masque » alors que celui-ci était obligatoire localement dans l'espace public. Pourtant, les camarades n'ont subi aucun contrôle, et portent habituellement le masque... Dans le PV, aucune information, sauf un numéro administratif de verbalisation obscur pour les non-initiés.

Jeu de piste pour connaître les faits

Après vérification à l'endroit indiqué par le PV, force est de constater qu'il n'y a pas de caméra. Dont acte, il semblerait que le goût immodéré de la vidéo-répression ne soit pas ici en cause... Deuxième piste, le commissariat de la Municipale. Nouvelle impasse : les policiers disent n'y être pour rien. Pour marquer le coup et avancer, une conférence de presse a été organisée avec des soutiens le lundi 22 juillet pour faire état publiquement de la situation, et demander à la presse d'enquêter et d'obtenir des données fiables. Lors de cette conférence de presse, une invitation a été faite à se rendre ensemble au commissariat de la Nationale le lundi suivant. Lundi 26 juillet, une trentaine de soutiens se sont rendus au RDV devant le commissariat, et Inaki a été reçu, seul. La camarade qui était présente lors de la distribution de tracts a été éconduite...

Après un entretien tendu, au cours duquel l'agent a menacé Inaki d'outrage lorsque celui-ci a exigé des réponses devant la stratégie de fuite du fonctionnaire, le bilan est celui-ci : – Le policier affirme avoir le droit de verbaliser à distance, sans devoir interpeller. Reconnaître un « militant défavorablement connu des services » suffit. – Inaki a le droit de contester, mais ce sera sa parole contre celle des policiers assermentés.

Ce n'est pas fini

Quand Inaki a demandé au policier s'il y avait d'autres amendés pour non-port du masque à cette époque, son interlocuteur lui a répondu « je n'ai pas à vous le dire ». Aussi, nous lançons un appel à témoins : qui a reçu une contravention pour « non-port du masque » début juin à Millau ? Nous faisons le pari que les chiffres seront très limités, et qu'il s'agit bien d'une politique de ciblage, avec un vieux fond revanchard aux limites du personnel et de la politique. L'affaire n'en restera pas là, et Inaki va contester l'amende. Nous allons continuer à nous mobiliser car ce qui est en jeu dépasse naturellement sa situation personnelle. Il s'agit de résister, pied à pied, à toutes les attaques systématiques contre les militantEs et aux dérives liberticides d'un système qui se dote des outils d'un contrôle total, au bon vouloir des « assermentés ». Ces braves gens qui votent à une très large majorité pour les fascistes, qui manifestent pour suspendre l'État de droit et qui s'autorisent de multiples arrangements avec les faits, en fonction de leurs seuls intérêts et de leur sentiment de toute-puissance et d'impunité totale.

Nicolas, correspondant NPA Millau

SANTÉ En cette rentrée, la crise des hôpitaux continue de s'aggraver

C'est dans les « départements et territoires d'outre-mer » que la situation sanitaire est la plus catastrophique. Grâce à une vaccination importante, en particulier chez les personnes susceptibles d'être hospitalisées, les hôpitaux de « métropole » ne sont pas saturés au même niveau, mais ils sont mal-en-point car la destruction du système de santé menée par les gouvernements successifs se poursuit. Un an après la mascarade du « Ségur de la santé », les conséquences de la politique de Macron/Véran sont là : le personnel est lessivé par 18 mois de crise sanitaire mais ne reste pas sans réagir en se mobilisant dans plusieurs établissements.

Avec l'apparition du variant Delta et le regain du covid, les services déjà en sous-effectif ne parviennent plus à fonctionner et le personnel épuisé tombe malade. Il règne dans de nombreux hôpitaux une atmosphère de chaos. Les directions déclenchent dans de nombreux hôpitaux le « plan blanc » qui permet des déprogrammations d'activités et le rappel du personnel en congé ou leur maintien en activité même s'ils ont démissionné.

Des témoignages qui reflètent l'état des hôpitaux en France et dans les colonies

– Le 15 août, en raison du sous-effectif des urgences de l'hôpital d'Aulnay-sous-Bois (93), les soignantEs du service des urgences ont dû doubler leur temps de travail de 12 heures supplémentaires soit 24 heures d'affilée. 70 % des soignantEs des urgences se sont déclarés en arrêt de travail. Ils et elles ont dénoncé la maltraitance infligée aux patientEs, faute de moyens et d'effectifs suffisants. Un exemple : pour libérer de la place, un patient en salle de déchoquage a été installé dans le couloir sans surveillance alors qu'il aurait dû être installé dans un autre service qui était complet. La réponse de la direction : « Changez de métier, si vous n'êtes pas capable de gérer une situation de crise ».

– L'hôpital de Saint-Denis a stoppé toutes ses activités habituelles pour n'être plus qu'un « hôpital Covid ». Comme dans bien d'autres hôpitaux les soignantEs doivent donner des soins



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

inhabituels pour lesquels ils et elles ne sont pas qualifiés, ce qui peut avoir des conséquences graves pour les patientEs.

– Au CHU de Tours, le personnel soutenu par les syndicats CGT, FO et SUD a exprimé sa colère dans la rue le 19 août. Des témoignages affligeants ont été entendus. Rappelant que les syndicats sont opposés au pass sanitaire et à l'obligation de la vaccination, une représentante de SUD a dénoncé la situation « Il faut montrer un pass sanitaire ne serait-ce que pour aller chercher un sandwich. Et puis on stigmatise les soignantEs en prétendant que ce sont eux qui propagent le virus alors qu'à l'automne on les envoyait travailler même quand ils étaient atteints du Covid ».

– À la Pitié-Salpêtrière, un hôpital de l'AP-HP¹, plus de 400 lits, sur environ 1 600, ont été fermés depuis des mois en grande partie

à cause du manque de personnel et en raison des congés.

Les plus défavorisés sont les plus atteints

– Le CHU de Marseille (AP-HM²) est particulièrement impacté par la pandémie. Les habitantEs des quartiers nord sont les plus nombreux en réanimation. Des malades sont transférés vers d'autres hôpitaux, jusqu'à Strasbourg. Le Samu est aussi débordé avec 3 000 appels par jour contre 2 000 habituellement. La région a un taux d'incidence important (587 pour 100 000 habitantEs), près du double de la moyenne nationale, et 89 % des patientEs en réanimation n'ont pas été vaccinés. Le manque d'information, le déficit de centres de vaccination et de transports en commun, mais aussi certaines vidéos de Didier Raoult mettant en cause la vaccination pourraient expliquer ces chiffres selon le professeur Jouve, directeur de l'AP-HM.

– En Guadeloupe et en Martinique, la situation reste dramatique malgré les renforts venus de métropole. Le taux d'occupation des lits en réanimation a atteint 278 % en Guadeloupe et 535 % en Martinique. Au pic de la

contamination, le taux d'incidence en Guadeloupe a été de 2 326 cas pour 100 000 habitants et de 1 202 pour 100 000 habitants en Martinique. Une interne en médecine au CHU de Pointe-à-Pitre a témoigné sur des réseaux sociaux : « Visualisez une situation catastrophique semblable à un état de guerre... et vous y serez [...]. Bien que des lits soient ouverts constamment nous n'arrivons pas à contenir la vague. [...] Des patients attendent plus de 24 h aux urgences dans l'espoir de pouvoir y accéder et décèdent entre-temps, l'oxygène est précieux, des choix sont faits... La situation est grave, la majorité de la population en sortira endeuillée ou affaiblie. [...] Nous payons un retard de vaccination [...] tout en comprenant les raisons qui ont causé cette défiance... ». Parmi celles-ci, le Chlordéthane, un pesticide connu pour sa toxicité. Son utilisation pendant plus de 20 ans a eu des effets gravissimes pour la santé des habitantEs et l'environnement, et conduit une défiance sanitaire généralisée contre les autorités. Une plainte a été déposée en 2006 mais ces faits restent impunis et pourraient être prochainement prescrits. Les « héros » d'hier deviennent les parias d'aujourd'hui, montrés du doigt comme des irresponsables, sans même que l'on cherche à comprendre les raisons de leurs réticences et de leur colère. Le 15 septembre les soignantEs devront présenter leur pass sanitaire pour pouvoir travailler dans leur établissement, à défaut ils et elles seront sanctionnés. Le personnel est inquiet et certains envisagent de démissionner. Cela ne fera qu'aggraver la crise des hôpitaux. Nous serons au côté des agentEs pour les défendre contre la répression car l'obligation de la vaccination est contre-productive et il est préférable de convaincre plutôt que de contraindre.

S. Bernard

1 – Assistance publique-hôpitaux de Paris.

2 – Assistance publique-hôpitaux de Marseille.

ÉCOLOGIE Le NPA et Philippe Poutou à la manifestation contre les bassines le 5 septembre

Dans les départements de l'ex-Poitou-Charentes, et de façon très intense dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne, des mobilisations populaires ont lieu contre les projets de bassines, ces immenses retenues d'eau artificielle. Le 5 septembre prochain, à Saint-Sauvant dans la Vienne, une nouvelle étape de la mobilisation va avoir lieu.

Pour les militantEs du NPA, ces bassines représentent, à plusieurs niveaux, la société capitaliste que nous rejetons. Les bassines symbolisent la privatisation de l'eau par une petite minorité de grands agriculteurs. Et ce stockage d'énormes quantités d'eau a des conséquences néfastes sur l'environnement : assèchement des nappes phréatiques et des rivières, amplification des sécheresses et destruction

de zones humides. S'opposer aux bassines c'est aussi s'opposer à une certaine vision de l'agriculture, productiviste et destructrice de l'environnement.

Opposés aux projets destructeurs

Comme le 11 octobre 2020, nous serons largement mobilisés. Philippe Poutou, qui avait déjà fait le déplacement, sera à nouveau présent pour affirmer l'opposition du NPA aux bassines mais aussi, plus

largement, notre opposition à tous les projets destructeurs de l'environnement, comme le projet de ferme-usine à Coussay-les-Bois.

Philippe Poutou est candidat à l'élection présidentielle. Durant les mois qui viennent, nous comptons utiliser la tribune qu'offre cette élection pour faire résonner les mobilisations sociales, écologiques, démocratiques. Nous comptons aussi faire entendre un autre discours, écosocialiste, pour affirmer qu'une



agriculture biologique, à taille humaine, sans pesticide, est possible. Une agriculture qui fait passer la vie des paysanEs, des habitantEs, qui fait passer la nature, avant les profits de quelques-uns.

NPA Poitiers

JEUNESSE Rentrée scolaire : mais qu'ont fait les ministres de leur allocation ?

Pour les jeunes, qu'ils et elles soient scolarisés ou non, la rentrée se déroule sous le signe de la précarité.

Après des semaines de flou et d'annonces contradictoires, le ministre de l'Éducation a finalement annoncé un protocole sanitaire qui n'a rien de rassurant. Il a néanmoins le mérite d'être clair et dans la continuité de la politique du gouvernement : pas de préparation et encore moins de moyens. Ceux alloués à l'éducation se réduisent d'année en

année : 1 800 postes supprimés dans le secondaire en cette rentrée et des classes supprimées au primaire. Un véritable plan social qui impacte toujours les jeunes et les familles des classes populaires : des classes surchargées, des établissements vétustes et moins de personnel (éducatif ou médical).

Quant aux mesures sanitaires contre le variant Delta, elles sont à l'avenant : trop

ÉDUCATION NATIONALE Dès la rentrée, nous devons retrouver le chemin des luttes

Une nouvelle rentrée arrive, la quatrième du sinistre Blanquer, mais rien ne semble l'arrêter pour autant.

Blanquer avait tout l'été pour mettre en place un plan de lutte contre la pandémie, en limitant le nombre d'élèves par classe (par une embauche massive de personnels); en fournissant dès le premier septembre des masques à tous les personnels et enfants, voire ne serait-ce qu'en mettant réellement en place les centres de vaccination devant les établissements scolaires que Blanquer a promis pendant l'été.

«**Plein de professeurs contents**»? Cet été, le ministre a réussi à rencontrer «**plein de professeurs contents**» (on se demande bien où?). Mais aucun poste n'a été créé, contrairement à l'Italie ou à la région de Madrid dans l'État espagnol. Blanquer a reconduit le protocole sanitaire existant, en le déclinant en quatre niveaux, sans aucun indicateur objectif (incidence, nombre de cas positifs, etc.) pour passer d'un niveau à l'autre. Bref, le protocole est à son image: complètement arbitraire et extérieur à la réalité que nous vivons dans les écoles. Et si le pass sanitaire ne s'applique pas dans les écoles,

celui-ci va fortement entraver nos possibilités de mouvement (pour les sorties scolaires, etc.).

La laïcité de Blanquer c'est le racisme

Faisant fi de nos problèmes réels, le ministre a lancé une campagne sur la laïcité, déclinée en huit affiches qui n'ont rien à voir avec la séparation des églises et de l'État. Cette campagne a été dénoncée par la CGT éducation, SUD éducation et le SNES-FSU. Ces affiches assignent une représentation (fantasmée) des jeunes (leur religions, croyances, difficultés scolaires, etc.) en fonction

de leur prénom, de leur couleur de peau ou de leur origine géographique. Voilà qui annonce une année sous le signe du racisme décomplexé. Et voilà la priorité de Blanquer aujourd'hui.

Construire une mobilisation toutEs ensemble

Les centrales syndicales de l'éducation CGT, FO, FSU et SUD annoncent dès maintenant une journée de grève le 23 septembre, pour revendiquer un «**plan d'urgence**», c'est-à-dire une augmentation des salaires et des postes pour les enseignantEs, AED, AESH, etc. Les confédérations

syndicales annoncent une journée de grève le 5 octobre contre la réforme de l'assurance chômage. Le secteur de l'éducation devra répondre présent dans ces mobilisations pour en finir avec l'ère Blanquer. C'est le premier pas nécessaire à un mouvement d'ampleur, qui soit à même, non seulement de changer la donne en matière d'éducation, mais surtout d'en finir avec cette école de la reproduction sociale, pour une école de l'émancipation de toutes et tous. C'est aussi ce que nous voulons impulser dans la campagne Poutou.
Raphaël Gregg



INDUSTRIE AUTOMOBILE Toujours en panne de semi-conducteurs

Près de huit mois que cela dure! Et ce n'est pas fini. En cette rentrée, à la fin du mois d'août, les usines PSA de Sochaux, Mulhouse et Rennes multiplient les jours de chômage technique. La rentrée est reportée de deux semaines à l'usine Toyota d'Onnaing dans le Nord de la France du lundi 23 août au 6 septembre. C'est toute l'industrie automobile mondialisée qui est confrontée à la même pénurie de semi-conducteurs.

Au mois de janvier, la perte de voitures entraînée par cette pénurie était estimée au plan mondial à un million de véhicules pour le seul premier trimestre. Aujourd'hui les estimations sont portées à 5 millions de véhicules en moins pour toute l'année et la pénurie pourrait se poursuivre jusqu'en 2023.

Des pertes de salaire

On ne va pas pleurer sur cette baisse inattendue de la production qui pourrait ménager du temps libre à des salariéEs en rien responsables de cette pénurie. Sauf que... Le chômage partiel entraîne une baisse des salaires. Dans l'usine Toyota d'Onnaing, par exemple, les 5 000 ouvriers placés en activité partielle longue durée toucheront 84% de leur salaire net et perdront le bénéfice de certaines primes directement liées à l'activité (panier-repas ou déplacement par exemple). Et les firmes automobiles vont quémander auprès des pouvoirs publics de nouvelles indemnités pour leurs seuls profits. Toyota et PSA Stellantis, dopés par les aides gouvernementales, ont pourtant affiché des profits records en milliards d'euros pour le premier semestre 2021.

Tout se tient

La production de semi-conducteurs est aujourd'hui concentrée sur quelques pays d'Asie. Taïwan produit les deux tiers des puces électroniques utilisées dans le monde et plus de 90% de la capacité de production des puces les plus avancées y est assurée par un seul fournisseur, TSMC. Aux chocs consécutifs aux premières vagues de la pandémie du coronavirus s'est ajoutée dans l'île de Taïwan cet été une sécheresse exceptionnelle, la plus sévère depuis 50 ans. Or cette industrie est très vorace en eau et les trois usines de TSMC consomment à Taïwan 156 000 tonnes d'eau par jour. Quant à la pénurie qui frappe les usines PSA en France, elle serait due, selon les affirmations de la direction, à la fermeture en Malaisie d'une usine frappée par l'irruption du variant delta de la pandémie. Cette pénurie en composants «**high tech**» témoigne, comme un effet de loupe, des conséquences d'une production mondialisée où les fournisseurs sont choisis aux quatre coins de la planète sans considération des gaspillages et dégâts entraînés par ces transports fondés sur la seule obsession du profit. Bien sûr que les salariéEs ne doivent pas perdre un seul euro du fait des errements des politiques patronales. Au-delà, c'est tout leur monde fondé sur l'obsession du profit qui est à renverser.
Jean-Claude Vessillier

EXTRÊME DROITE Agression fasciste à Tours

Quand les nervis d'extrême droite font le coup de poing dans les manifestations contre le pass sanitaire.

Depuis le début de l'été les manifestations contre le pass sanitaire réunissent plusieurs milliers de personnes chaque samedi à Tours. Le samedi 21 août le groupuscule fasciste «**Des Tours et des Lys**» manifestait derrière sa banderole «**France, libère toi**». Invisibles la semaine précédente, et cantonnés les semaines précédentes en dernière partie de manif grâce à l'action de militantEs, les quelques dizaines de fachos présents ont décidé de prendre violemment la tête de la manif animée par des Gilets jaunes et le milieu militant: bousculade, coups à l'aide de gants coqués...

Une riposte à construire

Alors que les militantEs réorganisent une tête de manif, creusent un écart avec le cortège mené par l'extrême droite et s'approprient à entraîner une grande partie du cortège dans une autre rue, les nervis de «**Des Tours et des Lys**» vont venir agresser une seconde fois les militantEs. Ils sont finalement repoussés mais deux personnes sont lourdement blessées et doivent être emmenées à l'hôpital. Un militant de Sud santé sociaux est inanimé avec une blessure importante à l'œil et à la tête, et un Gilet jaune se retrouve avec une rotule fracturée. Ces agressions révèlent le vrai

visage de l'extrême droite dans ces manifestations et font suite à des tentatives d'intimidations, des menaces, et le bris d'une canne d'une militante non-voyante lors des manifestations précédentes. Ces événements prouvent, si cela était nécessaire, l'urgence à regrouper les militantEs de notre camp social pour s'opposer aux récupérations de l'extrême droite et organiser la nécessaire mobilisation. Mobilisation contre le pass sanitaire, contre la politique de casse sociale de Macron et pour une véritable politique sanitaire pour faire face à la pandémie: vaccination de masse basée sur l'adhésion, levée immédiate des

brevets, des moyens pour l'hôpital public. Ces événements doivent aussi donner lieu à une réponse claire vis-à-vis du milieu facholocal qui ne doit pas pouvoir penser qu'il peut continuer à agir ainsi. Face à ces événements, montrons ensemble dans la rue, dans nos quartiers et dans nos boîtes qu'un autre monde est possible basé sur la solidarité, la défense de nos droits, l'autodétermination des peuples face à ces fachos et à ce gouvernement capitaliste autoritaire, violent et liberticide.

Correspondant

Plus de détails sur l'agression: <https://lahorde.samizdat.net/Aggression-fasciste-dans-la-manif-anti-pass-sanitaire>

occupé à arroser le CAC 40, le gouvernement ne finance pas les mesures les plus élémentaires comme une meilleure aération des classes ou des capteurs de CO₂. Sans parler des dédoublement de groupes ou d'adaptation des locaux. À ce tarif, les clusters sont garantis!

Précarité en présentiel dans les universités

Après 18 mois de cours à distance et de restrictions pesantes, la ministre de l'Enseignement supérieur parle d'une rentrée «**normale**»: certes les facs vont rouvrir en septembre sans jauges, mais sans moyens supplémentaires non plus pour un véritable protocole sanitaire! Et quelle «**normalité**»? La crise sanitaire a accentué les inégalités et la précarité des jeunes des milieux populaires: isolement dans des logements exigus et hors de prix, perte d'emploi, difficultés



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

pour se nourrir dignement... sans parler des conséquences psychologiques. Les files d'attente pour bénéficier de l'aide alimentaire n'ont pas disparu cet été, et la rentrée s'annonce encore pire. Une récente

étude prévoit une augmentation moyenne du coût de la vie étudiante de 2,5% par rapport à 2020. En cause, une hausse des frais de transport, d'équipement, du prix des denrées alimentaires et surtout

des loyers, qui plombent le budget des jeunes travailleurs et étudiants. Alors il faut se débrouiller avec des salaires parfois inférieurs au SMIC (les livreurEs en savent quelque chose, et ils et elles ne sont pas les seuls) et des aides de l'État qui fondent d'année en année. Après avoir baissé les aides, rogné sur les APL et freiné la construction de résidences universitaires, le gouvernement a décidé que les étudiantEs non boursiers ne bénéficieraient plus des repas à 1 euro au Crous! Bref, les jeunes n'ont pas fini de manger des pâtes, à condition qu'elles restent abordables malgré la hausse des prix du blé. Mais Macron doit estimer que la soupe populaire suffira pour rassasier la jeunesse de la start-up nation!

Macron aux petits soins des patrons

Ces économies de bouts de chandelle sur le dos de la jeunesse populaire contrastent

avec le déversement continu d'argent public pour les capitalistes. L'action du gouvernement pour les jeunes est dans la droite ligne de sa politique: subventionner les employeurs pour qu'ils daignent exploiter les moins de 25 ans! Résultat: une main-d'œuvre gratuite ou presque... et un taux de chômage des jeunes de 20% officiellement (car artificiellement baissé par des dispositifs bidons), qui accroît la précarité et fait pression sur les salaires de tous. À ce rythme, les soupes populaires qui se sont banalisées l'an dernier ont encore de beaux jours devant elles, à moins que les jeunes ne profitent de la rentrée pour s'organiser et faire entendre leur voix. Pour ne pas subir la politique de Macron et l'avenir que cette société réserve à la jeunesse, il faudra des luttes et retrouver le chemin... de la rue!
Hugo Weil

13^e université d'été du NPA**Un premier succès pour réussir notre rentrée**

Le village vacances de Rives-des-Corbières, qui accueillait une nouvelle fois notre université d'été du dimanche 22 au mercredi 25 août, a bien affiché complet. Plus de 650 participantEs à Port-Leucate, cela malgré une situation sanitaire pleine d'inconnues. Une première réussite pour lancer une année militante qui s'annonce chargée.



Entre diffusion du variant delta et mesures autoritaires gouvernementales, en particulier la mise en œuvre du fameux pass sanitaire qui nous était imposée, bien des interrogations planaient sur cette nouvelle édition et sa fréquentation. Fort heureusement, dans un climat apaisé, les nombreux participantEs – habituels et nouveaux – ont été une nouvelle fois au rendez-vous, qui a réuni dans les différents ateliers proposés entre 300 et 400 personnes chaque demi-journée.

Nos invitéEs ont répondu présent!

Rendez-vous de dialogues et de débats, notre université d'été a donc reçu de nombreux invitéEs... Si nous avons dû déplorer l'absence des journalistes indépendantes Morgan Large et Inès Léraud (obligées d'annuler leur venue pour des raisons indépendantes de leur volonté), toutes les autres personnes annoncées depuis la présentation du programme sont venues, et même plus...

C'est ainsi que les participantEs ont aussi pu entendre l'avocat et militant de la LDH Arié Alimi, qui outre une intervention dans le cadre du meeting de l'université d'été, a également participé à un atelier contre les lois liberticides et les violences policières au côté d'Almamy Kanouté du comité Adama. Nous avons aussi pu profiter de l'intervention de Marlène Benquet, sociologue, dans le cadre d'un atelier passionnant consacré à la réorganisation du travail depuis le début de la pandémie.

À leur côté, nous avons assisté, dans le cadre des différents cycles proposés, bien fréquentés, aux interventions – expériences et expertises – de Yasmina Kettal, infirmière à Saint-Denis et membre du Collectif inter-urgence, Benoît Piédallu de la Quadrature du net au sujet de la collecte des données de santé dans le cadre d'une société de plus en plus de contrôle, Jérôme Martin, cofondateur de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, dont l'expérience militante depuis la lutte contre le sida nous a aidés à mettre en perspective la question de la levée des brevets sur les vaccins, ainsi que le sociologue Philippe Lamy et l'économiste Claude Serfati sur la pression de l'extrême droite dans l'appareil d'État.

Sur différentes questions internationales, les trois ateliers autour de Gilbert Achcar, ont réuni à chaque fois entre 60 et 100 personnes. Nguebla Makaila, blogueur tchadien, ainsi que Mina Kherfi et Daniel Wea sur la Kanaky, étaient aussi présents, ainsi que Egoitz Urrutikoetxea sur l'actualité de la question basque. Crise sanitaire oblige, des connections en visio nous ont aussi permis des échanges passionnants avec Karina Nohales, militante féministe chilienne, ainsi qu'avec Ahlem Belhadj (Tunisie), Fatima Zahra El Belghiti (Maroc) et Amel Hadjadj (Algérie) dans un atelier consacré aux mouvements féministes dans les pays du Maghreb.

Enfin, confirmons la présence de Sarah Massoud du Syndicat de la magistrature et de l'écrivain réalisateur David Dufresne dans un atelier passionnant, l'historienne Ludivine Bantigny présente à plusieurs



Meeting de l'université d'été. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN

reprises dans notre programme, le militant antiraciste Omar Slaouti, Rachel Keke et Sylvie Kimissa, grévistes victorieuses de l'Ibis Batignolles, l'historien Arnaud Dolidier, François Coustal pour un retour sur l'histoire et l'héritage de la LCR, ou encore les écrivainEs Fatima Daas et Didier Castino, dont les ouvrages étaient bien entendu disponibles à la librairie La Brèche.

Débats en journée...

Nécessaires retours sur l'année écoulée, questionnements voire confrontations sur l'orientation à défendre, rentrée sociale et politique à préparer, l'appétit pour le débat politique n'a pas manqué...

Ainsi les quatre débats proposés par le comité exécutif ont tous été bien fréquentés, réunissant à chaque fois entre 75 et 130 participantEs. Mention spéciale au débat sur « Quelle organisation pour les anticapitalistes et les révolutionnaires » qui a permis dans un cadre un peu inédit un échange entre membres du NPA (à plusieurs voix) et représentantEs des collectifs « Se fédérer », « Rejoignons-nous » et de l'Union communiste libertaire.

Des organisations invitées il y en avait aussi dans les deux débats de 17h. Celui de dimanche, autour de la rentrée sociale et des perspectives de ces prochaines semaines, nous a permis d'entendre Nathalie Metche, membre de la direction confédérale de la CGT, Simon Duteil, co-délégué général de l'Union syndicale Solidaires, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, Boris Chenaud, membre de l'équipe d'animation nationale d'Ensemble!, et Hadrien Toucel, co-responsable du programme de La France insoumise. Celui de mardi a permis un échange militant autour de la prochaine élection présidentielle, avec Guillaume de Gironde et Malena de Haute-Garonne, représentant tous les deux Lutte ouvrière. Mais de l'échange, du débat, il y avait dans toute l'université d'été: dans les différents cycles préparés en particulier par la commission santé sécu social et la commission nationale antifasciste (cf. comptes rendus dans ce numéro en pages 6-7), mais aussi dans les ateliers préparés et animés par les différentes commissions du NPA: ainsi ceux consacrés à l'écologie (dont un dernier mercredi

après-midi consacré au nucléaire qui a réuni 60 personnes), aux questions LGBTI et féministes, au récent mouvement dans la culture, à la situation dans les établissements scolaires et à l'université... ainsi que bien entendu les séances élaborées par la commission formation qui retrouve chaque année un public avide de retours sur l'histoire du mouvement ouvrier.

Et ça continuait en soirée...

Durant ces quatre jours, nous avons aussi pu voir d'excellents documentaires et même un film de fiction en avant-première. *Fedayin, le combat de Georges Abdallah*, film documentaire consacré à un des plus anciens prisonniers politiques d'Europe; *Kombinat*, film documentaire de Gabriel Tejedor projeté en avant-première en présence du réalisateur venu pour nous de sa Suisse natale, sur l'une des plus grandes usines d'acier et de fer de Russie; *Any Day Now* de Hami Ramezan, film touchant (présenté lui aussi en avant-première) à hauteur d'enfant sur une famille migrante face au refus d'asile. MilitantEs d'un certain cinéma, remercions donc ici Niko du collectif Vacarme(s), ainsi que Sandrine Floch et Jean-Jacques Rue de Urban distribution pour nous avoir aidé à organiser ces soirées.

Enfin, si elle a dû faire face à une rude concurrence, nous ne pouvons pas ne pas lancer un dernier « Salut Gérard! », nom de la soirée animée par l'historien Jean-Paul Salles afin de rendre hommage à Gérard Chaouat, immunologiste renommé, militant de IV^e Internationale (ex-militant du NPA et de la LCR, membre d'Ensemble!), disparu en avril dernier. Bref, une université d'été toujours très riche, et dont ce trop court article peine à rendre compte. Heureusement que d'autres pages de cet hebdomadaire y sont consacrées, en particulier pour parler du meeting qui a marqué le lancement de la campagne présidentielle du NPA et de son candidat Philippe Poutou. En tout cas, pandémie ou pas, les batteries sont pleinement rechargées, et même si la lutte des classes nous amènera cette année son lot de surprise, on peut assurément prendre déjà rendez-vous pour fin août 2022.

Commission université d'été du NPA



Atelier « En finir avec les lois liberticides et les violences policières », avec Almamy Kanouté et Arié Alimi. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN



Atelier de la commission nationale écologie sur la question du nucléaire. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN



Retour sur la grève victorieuse de l'Ibis Batignolles avec Rachel Keke et Sylvie Kimissa. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN



Un des trois ateliers animés par Gilbert Achcar. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN



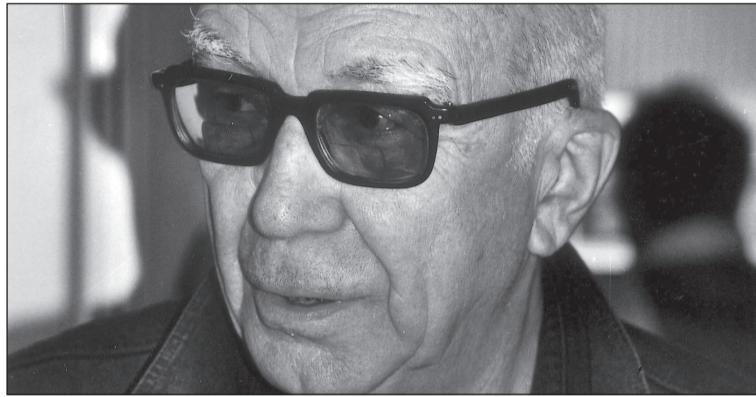
Disparition

Hommage à Henri Vernes, un écrivain légendaire

À 9, 10, 11 ou 12 ans, reclusES dans un pensionnat ou non, nous avons découvert Bob Morane. Il fut le héros de plusieurs générations d'adolescentEs à qui il donna le goût de l'aventure, de la liberté, de l'égalité entre les être humains quelle que soit la couleur de leur peau, et de la justice. La plupart des fans, comme l'auteur de ses lignes, l'âge venu lui sont restés fidèles.

Décédé le 25 juillet à Bruxelles à l'âge canonique de 102 ans, Henri Vernes a été incinéré à Bruxelles début août et ses cendres déposées au columbarium du cimetière de Tournai, la ville de sa jeunesse au musée de laquelle il a légué ses collections d'arts premiers¹. Il laisse un dernier roman de *Bob Morane* inédit. Bien qu'il ait écoulé 40 millions d'exemplaires de ses livres et BD en soixante ans de carrière, Henri Vernes fait partie de ces romanciers éclipsés par la notoriété du héros qu'ils ont créé. Le sien s'appelle Bob Morane. Crédité de plus de 200 romans dans sa carrière, à l'égal de l'autre écrivain belge Georges Simenon, la reconnaissance d'Henri Vernes par le milieu littéraire a été contrariée par l'étiquette d'écrivain pour ados, et le succès des adaptations de *Bob Morane* en BD renforça encore son image d'auteur pour la jeunesse : « On croit, à tort, qu'il est plus simple d'écrire pour la jeunesse, alors qu'il faut suer pour se renouveler sans cesse »². Henri Vernes, dont l'écriture était à la fois très classique et audacieuse, a touché avec *Bob Morane* à tous les registres de l'aventure : exploration, fantastique, science-fiction, thriller, espionnage...

Une presque-vie d'aventurier
Henri Vernes naît le 16 octobre 1918 à Ath, dans une famille de petits commerçants qui s'établit à Tournai. À l'adolescence, le garçon dévore les romans d'Alexandre Dumas et des tonnes de fascicules populaires d'où émergent les aventures d'Harry Dickson rédigées anonymement par Jean Ray. Les sociétés secrètes et créatures fantastiques y pululent. Élève médiocre, sa famille



l'envoie en pensionnat au collège classique de l'Athénée Royale de Mons. En 1937, à 19 ans, il tombe sous le charme de Madame Lou, une chinoise rencontrée dans le port d'Anvers. Il s'embarque avec elle à Marseille pour Canton. C'est l'émerveillement dans une Chine au bord de l'explosion tandis qu'il découvre que la belle dame tient un « bordel » flottant. Il fuit Canton, se rend à Shanghai et parvient à rentrer en Belgique où il épouse la fille d'un diamantaire d'Anvers. Il apprend à connaître les pierres précieuses avant que le mariage ne capote au bout de quelques mois seulement. Service militaire et Seconde Guerre mondiale : piètre soldat, il se retrouve à Toulouse et n'échappe au stalag qu'en commençant la traversée de la France à pied. À Saintes, en Charente, il trouve un train à la barbe des Allemands et peut rentrer en Belgique. Il s'éprend d'Alice, une agente du MI6³ et entre au réseau de renseignements VNRX256. Il « travaille » comme espion pour les services secrets britanniques. À la Libération, Henri Vernes s'installe à Paris. Il y travaille comme pigiste pour plusieurs journaux, écrit, sans succès, des romans sous son nom. Il rédige aussi, sous divers

pseudonymes et sur commande, des récits d'aventure ou policiers. Il se rend en Haïti, la première république noire, à plusieurs reprises. *Bob Morane* n'est plus très loin...

Bob Morane, le héros total!
Le 16 décembre 1953 paraît *la Vallée infernale*, toute première apparition de Bob Morane, trentenaire aux multiples talents, déjà flanqué de son fidèle ami écossais Bill Balantine. Tous deux anciens héros de la RAF et antinazis. Bob, flying commander et Bill, génial mécanicien. Dans les premiers romans, Bill n'est pas systématiquement présent dans les aventures mais il le deviendra à la demande du jeune public. Bob Morane, ingénieur, polyglotte, officier en disponibilité de l'armée de l'air, parcourt la terre entière, tel un moderne Don Quichotte au secours de « la veuve et de l'orphelin » avec une priorité pour les jeunes et jolies femmes sans que les relations sexuelles ne soient abordées en raison de la censure pour la littérature de jeunesse. Bob lutte pour la dignité des peuples, premiers en particulier, le respect des patrimoines culturels, la protection de la nature et les droits humains dont ceux des Roms. Dans les années 1950 et 1960,

toutes ces notions sont nouvelles et enthousiasmement les jeunes lecteurEs qui, pour certains, deviendront des militantEs environnementaux et/ou révolutionnaires. Dès le premier volume, le succès est au rendez-vous et ne se démentira pas pendant quasi 50 ans. Le petit coup de mou des années 1980 sera effacé par la chanson triomphale d'Indochine « L'Aventurier » et de nombreuses expositions seront consacrées à Bob Morane, principalement dans les pays francophones⁴.

Henri Vernes, un auteur apolitique très politique!
L'écrivain se définissait lui-même comme humaniste avec des racines antiracistes et antifascistes très profondes. Il était admirateur de la vieille civilisation yiddish qui fut engloutie par le nazisme. Présent en Chine juste avant l'invasion barbare des Japonais, il ne put s'empêcher de faire revivre les massacres de Nankin (1938) dans un gros roman tardif, *La guerre du Pacifique n'aura pas lieu* (1997, également scénarisé en deux tomes de BD). Les nazis et leurs descendants sont cependant sa cible principale dans de très bon romans comme *les Semeurs de Foudre* (1962), *le Cratère des immortels* (1967) ou *l'Arbre de vie* (1988).

Bob Morane, en pleine guerre froide, n'hésite pas à collaborer avec les scientifiques russes dans *les Géants de la Taïga* (1958) ou *la Vapeur du passé* (1963) ou à rendre hommage à ce « bon vieux Fidel » dans *Guérilla à Tumbaga* (1971). Plus récemment, c'était un hommage aux zapatistes dans *le Réveil de Kulkukan* (1994), qui rendait leur fierté aux descendants des Mayas.

- Sylvain Chardon**
- 1 – Le musée de Tournai organisera cet automne (si la pandémie le permet) un grand évènement consacré à l'écrivain.
 - 2 – Tiré d'une interview de Christophe Cortouts qui fut le dernier « collaborateur » d'Henri Vernes. Devenu aveugle, l'écrivain belge lui a confié le scénario et les 50 premières pages d'un dernier roman que C. Cortouts a eu le temps de terminer et qui devrait donc être publié prochainement.
 - 3 – Arrêtée, elle ne parla pas et fut envoyée au camp de Ravensbrück dont elle revint très affaiblie.
 - 4 – Les Bob ont également connu du succès dans le monde hispanique et arabe. Le Vietnam a également publié de nombreuses aventures en vietnamien.

Cinéma

La loi de Téhéran, de Saeed Roustayi

Film iranien, 2h14, sorti le 28 juillet 2021.



Ce frénétique polar iranien met en scène trois personnages principaux : deux flics d'une brigade anti-drogues et un trafiquant. Autour d'eux gravitent d'autres policiers, de petits revendeurs et intermédiaires et surtout une myriade de consommateurs. Le tout dans une société inégalitaire où s'étend la consommation de stupéfiants de toute sorte. Et pourtant, le risque est grand, car la sanction pour trafic de drogue est la même que l'on ait 30 g ou 50 kg sur soi : la peine de mort. Le bilan d'échec est total : 6,5 millions de personnes ont plongé dans la drogue.

Au cœur des filières de la drogue
Les premières images sont hallucinantes : des consommateurs de crack, misérables, s'abritent dans un paysage de gros tuyaux de béton. La police effectue un raid et la chasse commence. Samad Majidi est à la tête d'une unité de la brigade des stupéfiants de Téhéran. Il veut livrer à la justice un des plus gros grossistes et vendeurs de crack, un certain Nasser Khakzad, ainsi que démanteler le laboratoire qui le fournit. Pour cela, il va progressivement remonter jusqu'à lui en malmenant divers individus constituant, chacun, un des maillons de la filière, du consommateur au caïd en passant par les mules et les revendeurs. Par ailleurs, les policiers de la brigade se méfient les uns des autres, se soupçonnant de connexions avec le trafic. Les prisons où sont parqués ceux qui sont soupçonnés d'avoir dealé sont surpeuplées et insalubres et éventuellement dangereuses. Après diverses péripéties, Khakzad est finalement pris et son histoire s'avère celle d'un jeune issu d'un milieu misérable qui n'a trouvé que dans la drogue le moyen d'y échapper. On peut s'étonner qu'un tel film ait pu être réalisé et diffusé en Iran. « *Le réel a été notre seul guide* » a déclaré Roustayi dans une interview.

Henri Wilno

Mort de Charlie Watts

Is it only Rock'n'roll?

La mort de Charlie Watts, batteur mythique des Rolling Stones, marquera sans doute davantage les plus âgés d'entre nous que les jeunes générations. Pourtant, cette disparition n'a rien d'anodin.

Certes, nous avons l'habitude de voir partir des acteurEs de notre vie culturelle, auteurEs, comédienEs, rockstars... mais avec plus ou moins un certain fatalisme, une idée de l'irréversibilité du vieillissement et de la mort. Mais on ne parle pas là de l'un de nos innombrables paradis perdus. Il est question ici du plus grand groupe de rock'n'roll de tous les temps, battant par sa longévité tous les autres, donnant des concerts magiques aux quatre coins du monde. Invitons les septiques à visionner le concert incroyable donné à Cuba il y a quelques années! Charlie Watts n'aura manqué aucun de ces concerts. Ses deux compères Mick et Keith, désormais seuls survivants de la formation initiale, repartent en

tournée dès la fin du mois aux USA. Espérons qu'ils reviennent enchanter notre vieux continent une dernière fois! Pour la route.

Bad boys des années 1960
Avant Mai 1968, dans une France gaulliste étriquée, rabougrie, la jeunesse écrasée par une morale répressive n'avait qu'une façon d'échapper à cette chape de plomb étouffante : se rendre dans les concerts et hurler sa colère! Contre les « censeurs » qui aux entrées des bahuts scrutaient au centimètre près la longueur de vos cheveux, qui traquaient les filles aux jupes trop courtes, contre ceux qui les empêchaient de prendre des contraceptifs et évidemment d'avorter... En avril 1965, les Stones viennent à Paris avec



WIKIMEDIA COMMONS

leur nouveau tube « (I Can't Get No) Satisfaction » Le message que tous les participantEs attendaient pour transformer le quartier de l'Opéra en émeute! Les Stones c'était les « bad boys », ceux qui se droguaient, qui séduisaient les filles. Des enquêtes d'opinion demandaient aux parents s'ils « accepteraient que leur fille sorte avec un Rolling Stones ». Des anti-Beatles en quelque sorte! Malgré cette image collective sulfureuse (mais ô combien justifiée!),

Charlie Watts a toujours été considéré comme un « Stone à part ». Plus âgé que les autres membres du groupe, il n'hésitait pas à revendiquer cette image décalée, amateur et musicien de jazz, fidèle à son épouse, et ne se droguant pas (sauf durant une courte période). Il aimait tourner dans de petites boîtes de jazz, pour le plaisir, approchable et toujours aimable. *So long Charlie! The show must go on!* **Alain Pajolat**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

#POUTOU2022 « On n'a pas reçu le carton d'invitation, mais on sera là! »

La 13^e université d'été du NPA a été riche en rencontres, en réflexions et en discussions (voir pages 6-7 et page 10). Elle a aussi été l'occasion, deux mois après la Conférence nationale qui a décidé de notre participation à l'élection présidentielle autour de la candidature de Philippe Poutou, de lancer publiquement notre campagne, notamment lors du meeting de l'université d'été organisé le dimanche 22 août au soir.

« C'est reparti pour un tour ». C'est par ces mots que Philippe a débuté son intervention au meeting, au cours de laquelle il est revenu sur les raisons qui nous ont poussés à décider de présenter une nouvelle fois, au nom du NPA, sa candidature lors de l'élection présidentielle, et sur les grands axes autour desquels va s'articuler le début de la campagne.

Nos vies, pas leurs profits

Quatre interventions ont précédé la prise de parole de Philippe, qui ont permis de souligner certains aspects saillants de la situation. Notre camarade Pauline Salingue, militante CGT au CHU de Toulouse, a souligné les effets toujours bien présents de la crise sanitaire et de sa gestion calamiteuse par le pouvoir : succession de décisions incompréhensibles, voire contradictoires, autoritarisme avec le pass sanitaire, absence totale de politique de santé publique, avec entre autres des hôpitaux laissés à l'abandon et des personnels soignants méprisés, voire maltraités... Les questions sanitaires sont toujours prégnantes lors de cette rentrée et seront au cœur de la campagne présidentielle, au cours de laquelle nous entendons bien faire résonner les revendications des hospitalierEs et, au-delà, la nécessité d'arracher au secteur privé et aux adeptes de la rentabilité tout ce qui touche à notre santé.

L'avocat et militant de la LDH Arié Alimi est quant à lui intervenu sur le thème des libertés publiques et de la gestion de plus en plus policière et autoritaire de la conflictualité sociale. Une offensive contre les libertés démocratiques particulièrement marquée durant les quatre années de présidence Macron, face à laquelle des fronts de riposte se sont constitués, qu'il conviendra d'amplifier dans les semaines et les mois à venir, y compris durant la campagne présidentielle. Notre camarade Damien Scali, cheminot, est ensuite revenu sur les conséquences, à la SNCF, des politiques antisociales du gouvernement : conditions de travail en recul, service dégradé, répression contre la contestation... Autant de phénomènes qui touchent l'ensemble du monde du travail, au sein duquel, comme à la SNCF, des mobilisations partielles ont eu lieu au cours de l'année, malheureusement insuffisantes pour faire reculer la Macronie, mais qui montrent la voie vers un nécessaire mouvement d'ensemble. Enfin, Marine, du secteur jeunes du NPA, est intervenue sur l'une des questions qui préoccupe aujourd'hui le plus la jeunesse : la crise climatique et la menace que les politiques capitalistes font peser sur notre avenir, sur nos vies, face à laquelle il ne peut y avoir de réponse cosmétique : changeons le système, pas le climat !

Trop tard pour être modérés

Philippe Poutou a ensuite pris la parole, pour présenter la candidature du NPA à la présidentielle, nos motivations, nos objectifs et les thèmes que nous entendons porter. En répondant tout d'abord à la question de la « légitimité » de la candidature du NPA.

L'image de la semaine



Il n'y a en effet rien de « naturel » à ce qu'une organisation anticapitaliste, révolutionnaire, participe à des élections, et a fortiori l'élection présidentielle, probablement la plus antidémocratique d'entre toutes. Mais à l'heure des crises multiples du capitalisme (écologique, économique, sociale, sanitaire...) et alors que les capitalistes font chaque jour la preuve de leur incapacité à résoudre lesdites crises, les approfondissant toujours un peu plus, qu'il est plus normal que de faire entendre le voix de celles et ceux qui résistent et, au-delà, de porter une perspective anticapitaliste, de rupture avec ce système ? Alors que le capitalisme menace la survie de l'humanité et de la planète, ce

ne sont pas les anticapitalistes qui devraient être considérés comme une anomalie, mais les défenseurs de ce système prédateur et mortifère ! Ensuite, et sans « dérouler » un programme complet, Philippe est revenu sur les premiers grands axes de notre campagne, tels que nous les avons déterminés lors de notre conférence nationale de juin : un plan d'urgence pour renverser la tendance à la dégradation de nos conditions de travail et de vie, avec notamment l'interdiction des licenciements, la réduction et le partage du temps de travail, la hausse des salaires et des minima sociaux, l'extension des domaines de la gratuité, etc. ; au-delà, c'est bien aux racines des problèmes qu'il faut nous

attaquer, avec une remise en cause radicale de la sacro-sainte propriété privée, en posant la question des expropriations des grands groupes qui jouent avec notre santé et avec nos vies, qu'il s'agisse de l'industrie pharmaceutique ou des multinationales de l'énergie qui détruisent la planète, la réquisition des secteurs clés de la production et leur réorganisation dans une perspective sociale et écologique, en d'autres termes écosocialiste ; troisième axe développé, et pas des moindres, celui de la défense des droits démocratiques et de l'exigence de l'égalité des droits, contre l'autoritarisme et contre toutes les violences et discriminations, qu'elles soient racistes, sexistes ou LGBTIphobes.

Autant de thématiques et de propositions sur lesquelles nous reviendrons dans les semaines et les mois qui viennent, au cours d'une campagne que nous concevons comme étant nécessairement articulée aux mobilisations. Nous savons en effet que les élections ne changeront pas la vie, et que c'est par nos luttes que nous pourrions modifier les rapports de forces et obtenir des victoires, petites et grandes. Notre campagne sera donc également l'occasion de faire que les luttes s'invitent dans le débat politique, et de porter la perspective de leur nécessaire coordination, de leur indispensable convergence, contre la résignation, contre les divisions que les dominants aiment entretenir et instrumentaliser. Alors on peut le dire : #Poutou2022, c'est parti, on sera là, pour faire entendre et soutenir celles et ceux qui résistent, pour perturber le petit jeu politicien et contribuer, à notre échelle, à porter une perspective de rupture anticapitaliste et à ce que notre camp social prenne ses affaires en mains pour en finir avec un système générant toujours plus d'exploitation et d'oppressions !

Julien Salingue

Pour bousculer une campagne engagée sur des rails réactionnaires, parrainer Philippe Poutou

Alors que le NPA a lancé sa campagne de recherche de signatures à l'issue de la conférence nationale des 27 et 28 juin, nous avons à ce jour obtenu un peu plus de promesses d'éluEs qu'à la même date en 2016... mais nous avons entamé cette quête deux mois plus tôt.

ToutEs les militantEs et amiEs qui participent à cette recherche font un constat concordant : nous rencontrons beaucoup d'éluEs qui envisagent de donner leur parrainage à un « petit candidat » et pourquoi pas Philippe Poutou. Par-delà leur degré d'accord avec les perspectives politiques que nous voulons porter dans cette campagne, beaucoup d'éluEs considèrent qu'il est important de faire entendre des voix en rupture avec ceux qui gouvernent, ont gouverné ou rêvent de gouverner en 2022. Et ils sont nombreux à saturer l'espace médiatique, alors même que tous ces partis de gestion n'ont pas encore de candidat ou peut-être de candidate.

Ne pas leur laisser le monopole de la parole politique

Ce qui permet à tous les prétendants en course pour les premières

ou, au contraire, qui n'en seront pas de répondre, à tous les micros, dans tous les journaux relayés sur tous les réseaux, aux mêmes questions en boucle : sécurité, immigration, efforts pour la « relance » économiques. Les mêmes peurs agitées, les mêmes réponses à quelques nuances près, le même mépris pour les salariéEs précariséEs qui n'en peuvent plus de survivre, et les jeunes rongés par l'inquiétude devant l'avenir, le même cynisme face à la catastrophe écologique. Avec en prime l'inquiétude de voir la colère qui gronde dans les quartiers populaires comme dans les zones péri-urbaines ou en ruralité, captée par les candidatures de la droite extrême qui s'agitent et se multiplient (Dupont-Aignan, Philippot, Zemmour et Le Pen) avec pour effet de peser toujours plus sur les débats politiques.

Bien sûr, de nombreux et nombreuses éluEs sont légitimement scrupuleux et voudraient avoir une vision globale de l'ensemble de l'échiquier des candidatures, mais la campagne est, de fait, déjà commencée. Et tant que nous ne pourrions pas affirmer que les 500 signatures sont acquises et que Philippe Poutou pourra s'imposer dans cette mise en scène bien rodée pour rompre leur orchestre, certes mal accordé mais qui joue une même partition, ce sera presque impossible de se faire entendre. Alors c'est dès maintenant qu'il y a besoin de rencontrer les éluEs, discuter et faire partager cet enjeu démocratique. Parce que nous ne voulons pas leur laisser le monopole de la parole politique, et les éluEs partageant cette préoccupation peuvent le comprendre. **Équipe nationale signatures**

Vu ailleurs

L'ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS SALARIALES EST UNE TENDANCE LOURDE.

La crise de 2008 a marqué un tournant dans l'histoire de l'évolution des salaires. Depuis cette date, les inégalités ont augmenté, selon l'Insee. Il ne s'agit pas d'une explosion des écarts, mais d'un changement de tendance significatif. Pour l'immense majorité de la population, les salaires constituent l'essentielle source de revenus, donc la base des inégalités économiques. Si l'on observe les choses globalement, les 20 dernières années (1998-2018) ne semblent pas marquées par des modifications de grande ampleur. Au cours de cette période, les salaires nets du haut, comme du bas de l'échelle, ont augmenté d'un peu moins de 50 % si l'on ne tient pas compte de l'inflation (nous raisonnons en équivalent temps plein et pour le secteur privé). Si l'on déduit, cette fois, la hausse des prix, la progression n'est plus que de 20 %. En 20 ans, c'est peu, comparé aux décennies précédentes, et surtout compte tenu de l'élévation des niveaux de diplômes qui sont censés permettre d'accéder à des emplois mieux rémunérés. Cette progression globale masque une inflexion qui s'est amorcée vers la fin des années 2000. Le rapport entre le seuil des 10 % les mieux rémunérés et celui des 10 % les moins bien payés a diminué de 3,03 en 1996 à 2,87 en 2009, puis s'est remis à progresser depuis pour atteindre 2,98 en 2018. Entre 2008 et 2018, la différence, par mois et en euros, entre ces deux valeurs est passée de 2065 à 2486 euros, soit une augmentation de l'écart entre les moins bien payés et ceux qui le sont le mieux de 420 euros. Pour les plus hauts salaires, on constate le même mouvement, mais il a démarré plus tôt. Dans le secteur privé, la part de la masse globale des salaires perçue par le 1 % le mieux rémunéré avait diminué de 8,4 % en 1967 à 6,8 % en 1980. À partir de la fin des années 1990, elle a recommencé à augmenter pour revenir à 8 % du total en 2017 selon l'Insee (dernière année disponible). [...] Le changement est significatif. L'après-1968 avait été marqué par une réduction de ces inégalités. Depuis 2008, les salariés riches et pauvres s'éloignent, lentement certes, mais il s'agit d'une dynamique nouvelle. Ensuite, parce qu'une augmentation de 400 euros de l'écart de salaire mensuel en dix ans représente beaucoup, particulièrement pour ceux qui ont de bas salaires. C'est équivalent à un tiers de smic. On comprend les tensions qui naissent dans les milieux populaires autour du pouvoir d'achat.

« Les inégalités de salaire remontent », Observatoire des inégalités, 24 août 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | | |
|-------------------|--|---|--------------------------------------|
| Tarif standard | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 € | |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 € | |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 € | |
| Promotion d'essai | | Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois 12 € |

ÉTRANGER : Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | |
|---------------------------------|---|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre |
| | | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre |
| Tarif jeunes/chômeurs/précaires | | |
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre |
| | | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter : Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Mail :

Désignation du compte à débiter : IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA : En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org